

Attestation du responsable de la publication
du rapport d'activité semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 26 août 2010



Eric Charpentier
Directeur Général

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2010

I. Activité

- Pôle bancassurance France

L'activité du réseau du CMNE au 1^{er} semestre 2010 reflète assez bien le caractère incertain de l'environnement économique actuel avec une épargne toujours dominée par des produits sécuritaires et une activité de crédit qui a sensiblement redémarré, notamment dans le crédit à l'habitat qui avait été fortement marqué par un réajustement des valeurs immobilières à la fin de 2008 et au début de 2009.

Globalement, la collecte d'épargne a légèrement progressé comparée au 1^{er} semestre 2009 avec 310 M€ contre 285 M€, soit une augmentation de 9%.

La décollecte d'épargne bancaire s'est très fortement ralentie avec -31 M€ contre -160 M€ grâce notamment à une collecte de 65 M€ sur les livrets ordinaires. En revanche, la collecte de parts sociales n'a été que de 30 M€ contre 119 M€. Pour sa part, l'épargne assurance a progressé à 339 M€ contre 296 M€ tandis que l'épargne financière est en décollecte de 27 M€.

En matière de crédit, le CMNE a retrouvé sa dynamique avec une production de 942 M€ contre 812 M€, soit une augmentation de 16%, due à l'habitat (+34%) et aux professionnels (+12%) tandis que la consommation régresse légèrement à -3%.

En assurance IARD, la production a légèrement progressé avec 37 M€ contre 33 M€ tandis que la prévoyance est restée stable à 26 M€.

Sur le semestre, le CMNE a vu son fonds de commerce s'éroder et compte désormais 1.055.000 clients.

- Pôle bancassurance Belgique

Au cours du premier semestre 2010, le BKCP a démarré la mise en place d'une nouvelle stratégie commerciale visant à élargir et à consolider son rôle traditionnel de banquier des professionnels. Le contexte de taux d'intérêt bas a conduit à privilégier la collecte de produits d'assurance vie Branche 21 (contrats en Euro) pour un montant de 153 M€ et en épargne financière au détriment de l'épargne bancaire liquide (BKCP Excellence).

L'accent mis sur le redéveloppement de l'offre de crédit aux professionnels a permis de dépasser les objectifs avec une production de 56 M€ tout en visant une amélioration du profil de risque du portefeuille.

Dans cet environnement de consolidation, les encours gérés globaux (bilan et hors bilan) ont baissé de 2,3% à 5.4 Md€.

- Pôle entreprises

D'une façon générale, les entités du pôle entreprises ont été confrontées au cours du 1^{er} semestre à une activité atone qui a conduit les PME à limiter leur recours aux financements externes. Cela est particulièrement vrai pour les financements de moyen et long terme dont l'encours est en recul de 5% par rapport à fin 2009, ce qui constitue une amélioration relative par rapport au 1^{er} semestre 2009 où cette activité avait reculé de 19%, mais aussi pour les concours de trésorerie et pour les financements par crédit-bail.

En termes de flux, ceux captés par la BCMNE auprès des PME sont restés à un niveau comparable à celui du 1^{er} semestre 2009. Compte tenu de la situation économique d'ensemble, ils confirment une présence renforcée auprès des clients. Par contre la conquête de nouveaux clients est modeste.

- Pôle assurances

Le 1^{er} semestre 2010 confirme la forte dynamique commerciale du pôle assurance et ACMN Vie continue de surperformer le marché en termes de collecte. Ainsi, les encours du pôle ont progressé de 16% à 9.4 Md€ et le chiffre d'affaires également de 16% à 984 M€. Le réseau du CMNE continue d'être le 1^{er} vecteur de commercialisation mais le canal internet est devenu majeur avec 136 M€ de collecte.

Un relatif retour de confiance sur les marchés financiers a permis de restaurer la part des UC dans la collecte (65 M€ contre 24 M€ pour toute l'année 2009) mais avec 826 M€, soit une progression de 12%, les contrats en Euros continuent de représenter l'essentiel de l'activité en assurance individuelle.

- Pôle gestion pour compte de tiers

L'activité du 1^{er} semestre 2010 est caractérisée par une collecte nette positive de près de 1 Md€, réalisée dans des marchés financiers chahutés, alors que le marché français constate globalement une collecte nette largement négative.

L'aversion au risque partagée par l'ensemble des clients et amplifiée au cours du deuxième trimestre par la crise des dettes souveraines s'est traduite par le manque d'appétence pour les produits actions et une défiance envers les supports obligataires. A contrario, les produits diversifiés ou d'allocation d'actifs ont rencontré plus de succès, notamment auprès de la clientèle intermédiée. Ainsi, ces bons résultats, traduits notamment par des appels d'offres remportés auprès de la clientèle institutionnelle, ont compensé la décollecte en instruments de trésorerie (de l'ordre de 400 M€) qui avait marqué le 1^{er} semestre 2009.

Par ailleurs, la reprise dynamique de l'activité du marché immobilier de bureau observée en fin d'année s'est poursuivie au premier semestre. Cette reprise a été très sélective concernant en priorité les actifs de qualité bien positionnés largement plébiscités par les investisseurs institutionnels. En ce qui concerne l'immobilier d'habitation, l'activité a été également très soutenue notamment en immobilier direct dans le cadre du dispositif Scellier.

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2010

II. Les risques

- Risques financiers

De façon presque parfaitement symétrique avec le 1^{er} semestre de 2009, c'est le mois de mars 2010 qui a vu un point haut sur les marchés pour laisser ensuite la place à une grave crise de confiance dans la dette souveraine de certains états européens et, par contagion, dans la santé financière d'un certain nombre de banques qui détenaient une part importante de leur dette. Le plan de sauvetage financier de la Grèce mis en place par l'Europe et le FMI, les plans de rigueur budgétaire annoncés par tous les pays de la zone euro ainsi que les liquidités abondantes entretenues par la BCE ont permis de limiter le recul des marchés, mais ceux-ci sont encore loin d'avoir retrouvé la confiance des premiers mois de l'année.

Dans ce contexte, la Caisse Fédérale, qui ne détient aucun titre d'état, a jugé prudent de vendre quelques mois avant leur échéance des titres sur des banques grecques pour 24 M€ de nominal et une moins value de 0.5 M€. Par ailleurs, le CMNE au titre de son activité d'arbitrage détient un portefeuille de titres bancaires espagnols et portugais pour un montant nominal de 122 M€ et qui, classés en AFS, impactent négativement les capitaux propres pour 2.8 M€.

Les quatre fonds dédiés du CMNE ont bénéficié de la relative remontée des marchés et impactent positivement le compte de résultat (norme IFRS) de 4.4 M€ tandis que les moins values latentes d'ACMN Vie se sont légèrement réduites de -31 M€ à -24 M€.

- Risques juridiques

Le litige qui oppose depuis plusieurs années le CMNE à la banque Delubac est exposé dans la note 18, page 98 du rapport annuel 2009, tel qu'il se présentait lors du conseil d'arrêté des comptes, le 29 mars 2010.

Au 30 juin 2010, la situation d'ensemble de ce dossier n'a pas évolué de façon notable et a conduit le CMNE à ne rien modifier dans son dispositif de provisionnement qui reste identique à ce qu'il était au 31 décembre 2009.

Dans une audience tenue le 22 juin 2010, la Cour de Cassation a entendu les parties sur un recours formé par la banque Delubac visant à casser l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 2009. Sa décision est attendue pour la fin du mois de septembre 2010. Par ailleurs, le Tribunal de Commerce d'Aubenas, dans un jugement du 7 mai 2010, a confirmé l'arbitre désigné par le CMNE relatif à une nouvelle demande d'arbitrage formulée par la banque Delubac le 11 mai 2009.

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2010

Perspectives d'évolution

A bien des égards, la situation économique des sept départements constitutifs du territoire du CMNE s'est plutôt aggravée au 1^{er} semestre et ne permet pas d'anticiper une quelconque amélioration au 2^{ème}. Elle reste caractérisée par un taux de défaillance significatif des entreprises, avec d'évidentes conséquences sur le niveau de l'emploi et ne permet pas d'avoir une anticipation positive sur le niveau d'activité des crédits au 2^{ème} semestre 2010.

Dans ce contexte, il faut s'attendre à ce que les formes d'épargne les plus sécurisées comme l'assurance vie, les obligations, les comptes à termes ou l'épargne sur livret continuent d'être recherchées par la clientèle, même si les taux servis demeurent très bas. Cette tendance devrait se retrouver à l'identique en France et en Belgique.

Pour leur part, les supports collectifs comme les OPCVM, continueront de souffrir de la désaffection des clients, particulièrement les supports actions.

La très bonne performance du pôle assurance devrait continuer au 2^{ème} semestre avec une forte probabilité d'atteindre les 2 Md€ de chiffre d'affaires global pour un encours proche des 10 Md€. En ce qui concerne les canaux de distribution, les contributions observées au 1^{er} semestre devraient se poursuivre à l'identique avec désormais la Belgique et Internet comptant pour 17% chacun, au côté du réseau CMNE pour 36%. Il est par ailleurs presque certain que le niveau des taux sur le marché obligataire, s'il se maintient au 2^{ème} semestre, conduira à une baisse sensible des rendements servis à la clientèle de même que la perspective de la nouvelle réglementation Solvency II conduira la compagnie à une allocation moins dynamique de ses actifs.

En ce qui concerne le pôle gestion pour compte de tiers, la désaffection constatée pour les actifs risqués devrait rester de mise pour le 2^{ème} semestre 2010 dans un contexte économique incertain et la gestion monétaire restera probablement pénalisée par le maintien de taux courts très bas. L'intérêt de la clientèle devrait continuer de se porter vers la « gestion d'allocation flexible », les marchés émergents aux perspectives de croissance plus consensuelles ainsi que sur les supports immobiliers collectifs de rendement SCPI ou OPCI portés par leur caractère d'investissement « réels » défensifs et les revenus très élevés qu'ils génèrent dans le cadre de la hiérarchie actuelle des placements.

L'effet de la révision du dispositif Scellier devrait générer un regain d'activité sur le second semestre en matière de produit collectif d'habitation. De même, les produits fiscaux type FCPI ou FIP devraient retrouver l'intérêt des investisseurs notamment en raison de la perspective de réduction des niches fiscales.

**GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD
EUROPE**

4 Place Richebé
59800 Lille

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle
au 30 juin 2010**

aCéa
Parc de la Cimaise
28, rue du Carrousel
59650 Villeneuve d'Ascq

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE

4 Place Richebé
59800 Lille

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CREDIT MUTUEL NORD EUROPE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte d'un environnement économique et de conditions de marché dégradés qui se sont poursuivis au cours du 1^{er} semestre 2010. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

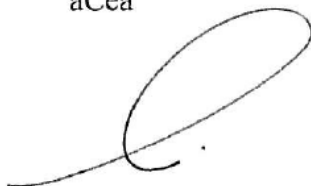
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Villeneuve d'Ascq et Neuilly-sur-Seine, le 27 août 2010

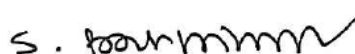
Les Commissaires aux Comptes

aCéa



Véronique HOTTIN-DOUCHET

Deloitte & Associés



Sylvie BOURGUIGNON

BILAN PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2010

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richeb  59000 Lille

| | Note | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|-----------------|
| Caisse, Banques centrales - Actif | 1 | 280 934 | 335 199 | (54 265) | (16,19)% |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 2 | 7 875 649 | 7 701 425 | 174 224 | 2,26% |
| - Effets publics et valeurs ass. - Trading | | - | 13 974 | (13 974) | (100,00)% |
| - Effets publics et valeurs ass. - JVO | | - | - | - | - |
| - Obligations et autres T.R.F. - Trading | | 198 586 | 206 260 | (7 674) | (3,72)% |
| - Obligations et autres T.R.F. - JVO | | 3 244 112 | 3 097 371 | 146 741 | 4,74% |
| - Actions et autres T.R.V - Trading | | 283 843 | 261 020 | 22 823 | 8,74% |
| - Actions et autres T.R.V - JVO | | 4 135 324 | 4 106 441 | 28 883 | 0,70% |
| - Prêts et créances sur EC - JVO | | - | - | - | - |
| - Prêts et créances sur la clientèle - JVO | | - | - | - | - |
| - Dérivés et autres actifs fin. - Trading | 4 | 13 784 | 16 359 | (2 575) | (15,74)% |
| Instruments dérivés de couvert. - Actif | 3 & 4 | 11 699 | 1 084 | 10 615 | 979,24% |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 5 & 8 | 4 675 657 | 4 118 491 | 557 166 | 13,53% |
| - Effets publics et valeurs ass. - DALV | | 6 872 | 7 475 | (603) | (8,07)% |
| - Obligations et autres T.R.F. - DALV | | 4 254 462 | 3 725 231 | 529 231 | 14,21% |
| - Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV | | 262 856 | 254 438 | 8 418 | 3,31% |
| - Participations et ATDLT - DALV | | 16 599 | 16 422 | 177 | 1,08% |
| - Parts dans les entreprises liées - DALV | | 134 868 | 114 925 | 19 943 | 17,35% |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 & 8 | 3 703 458 | 3 562 782 | 140 676 | 3,95% |
| - Prêts sur les établissements de crédit | | 3 703 458 | 3 562 782 | 140 676 | 3,95% |
| - Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC | | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | 6 & 8 | 12 268 802 | 12 426 202 | (157 400) | (1,27)% |
| - Prêts sur la clientèle | | 11 232 415 | 11 382 030 | (149 615) | (1,31)% |
| - Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL | | - | - | - | - |
| - Location financement bailleur - Op de CB | | 795 425 | 790 952 | 4 473 | 0,57% |
| - Location financement bailleur - Op de LS | | 240 962 | 253 220 | (12 258) | (4,84)% |
| Ecart de r eval des PTF couverts en taux | 3 | 106 847 | 87 851 | 18 996 | 21,62% |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | 7 & 8 | 1 755 225 | 1 739 560 | 15 665 | 0,90% |
| - Effets publics et valeurs ass. - DJM | | 91 273 | 89 895 | 1 378 | 1,53% |
| - Obligations et autres T.R.F. - DJM | | 1 663 952 | 1 649 665 | 14 287 | 0,87% |
| Actifs d'impôt courants | 10 | 68 272 | 88 937 | (20 665) | (23,24)% |
| Actifs d'impôt différés | 10 | 72 519 | 67 078 | 5 441 | 8,11% |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 11 | 383 079 | 398 949 | (15 870) | (3,98)% |
| - Autres actifs | | 214 468 | 277 206 | (62 738) | (22,63)% |
| - Comptes de régularisation - Actif | | 139 337 | 96 322 | 43 015 | 44,66% |
| - Autres actifs d'assurance | | 29 274 | 25 421 | 3 853 | 15,16% |
| Actifs non courants dest.   être cédés | | 13 441 | 5 554 | 7 887 | 142,01% |
| Participation aux bénéfices différée | | 18 878 | 27 894 | (9 016) | (32,32)% |
| Participations dans les entreprises MEE | 12 | 75 787 | 71 212 | 4 575 | 6,42% |
| Immeubles de placement | 13 | 55 039 | 60 431 | (5 392) | (8,92)% |
| Immobilisations corporelles et LF preneur | 14 | 156 055 | 161 599 | (5 544) | (3,43)% |
| - Immobilisations corporelles | | 156 055 | 161 599 | (5 544) | (3,43)% |
| - Location financement preneur | | - | - | - | - |
| Immobilisations incorporelles | 14 | 37 461 | 38 890 | (1 429) | (3,67)% |
| Ecart d'acquisition | 15 | 212 479 | 211 745 | 734 | 0,35% |
| Total de l'actif | | 31 771 281 | 31 104 883 | 666 398 | 2,14% |

BILAN PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2010

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

| | Note | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|---------------------------------------------------|-------|-------------------|-------------------|----------------|--------------|
| Banques centrales, CCP - Passif | 1 | - | - | - | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 2 | 49 567 | 50 123 | (556) | (1,11)% |
| - Dettes envers les EC - JVO | | - | - | - | - |
| - Dettes envers la clientèle - JVO | | - | - | - | - |
| - Dettes représentées par un titre - JVO | | - | - | - | - |
| - Dettes subordonnées - JVO | | - | - | - | - |
| - Dérivés et autres passifs fin. - Trading | 4 | 49 567 | 50 123 | (556) | (1,11)% |
| Instruments dérivés de couvert. - Passif | 3 & 4 | 177 557 | 138 584 | 38 973 | 28,12% |
| Dettes envers les Ets de crédit | 1 | 1 191 220 | 1 236 024 | (44 804) | (3,62)% |
| Dettes envers la clientèle | 6 | 11 271 805 | 11 651 499 | (379 694) | (3,26)% |
| - Cptes créd. clientèle - CERS - A vue | | 6 698 010 | 6 827 443 | (129 433) | (1,90)% |
| - Cptes créd. clientèle - CERS - A terme | | 1 285 198 | 1 297 753 | (12 555) | (0,97)% |
| - Cptes créd. clientèle - Autres - A vue | | 2 437 578 | 2 697 825 | (260 247) | (9,65)% |
| - Cptes créd. clientèle - Autres - A terme | | 851 019 | 828 478 | 22 541 | 2,72% |
| Dettes représentées par un titre | 16 | 6 264 354 | 5 895 121 | 369 233 | 6,26% |
| - Dettes rep. par un T. - Bon de caisse | | 200 513 | 217 343 | (16 830) | (7,74)% |
| - Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN | | 5 835 133 | 5 451 422 | 383 711 | 7,04% |
| - Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig. | | 228 708 | 226 356 | 2 352 | 1,04% |
| - Dettes rep. par un T. - Autres | | - | - | - | - |
| Ecart de rééval des PTF couverts en taux | 3 | 1 789 | 2 147 | (358) | (16,67)% |
| Passifs d'impôt courants | 10 | 47 785 | 31 854 | 15 931 | 50,01% |
| Passifs d'impôt différés | 10 | 13 268 | 12 511 | 757 | 6,05% |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 11 | 653 682 | 681 224 | (27 542) | (4,04)% |
| - Autres passifs | | 481 343 | 506 980 | (25 637) | (5,06)% |
| - Comptes de régularisation - Passif | | 172 339 | 174 244 | (1 905) | (1,09)% |
| - Autres passifs d'assurance | | - | - | - | - |
| Dettes liées aux actifs dest. à être cédés | | - | - | - | - |
| Prov. techniques des contrats d'assur. | 17 | 9 854 968 | 9 186 960 | 668 008 | 7,27% |
| Provisions | 18 | 111 214 | 113 617 | (2 403) | (2,12)% |
| Dettes subordonnées | 19 | 138 632 | 139 099 | (467) | (0,34)% |
| Capitaux propres | | 1 995 440 | 1 966 120 | 29 320 | 1,49% |
| Capitaux propres - Part du groupe | 20 | 1 962 375 | 1 930 188 | 32 187 | 1,67% |
| - Capital souscrit | | 1 391 857 | 1 362 800 | 29 057 | 2,13% |
| - Primes d'émission | | 2 750 | 2 750 | - | - |
| - Réserves consolidées - Groupe | | 462 913 | 415 605 | 47 308 | 11,38% |
| - Résultat - Groupe | | 30 117 | 92 567 | (62 450) | (67,46)% |
| - Gains ou pertes latents - Groupe | | 74 738 | 56 466 | 18 272 | 32,36% |
| Capitaux propres - Intérêts minoritaires | | 33 065 | 35 932 | (2 867) | (7,98)% |
| - Réserves consolidées - Minoritaires | | 31 632 | 30 804 | 828 | 2,69% |
| - Résultat consolidé - Minoritaires | | 468 | 4 331 | (3 863) | (89,19)% |
| - Gains ou pertes latents - Minoritaires | | 965 | 797 | 168 | 21,08% |
| Total du passif | | 31 771 281 | 31 104 883 | 666 398 | 2,14% |

COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2010

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebè 59000 Lille

| | Note | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|-------------------------------------------------------------------|------|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|
| Produits d'intérêts et assimilés | 22 | 508 539 | 557 442 | (48 903) | (8,77)% | 1 078 239 |
| - Int. & prod. ass. - Op. avec EC | | 35 616 | 65 351 | (29 735) | (45,50)% | 106 160 |
| - Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle | | 259 836 | 270 051 | (10 215) | (3,78)% | 535 608 |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV | | 15 272 | 25 118 | (9 846) | (39,20)% | 38 239 |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM | | 20 159 | 8 093 | 12 066 | 149,09% | 24 860 |
| - Produits sur op. de crédit-bail et ass. | | 123 288 | 126 485 | (3 197) | (2,53)% | 251 372 |
| - Produits sur op. de LS | | 43 548 | 43 764 | (216) | (0,49)% | 89 191 |
| - Dérivés de couverture - Produits | | 10 820 | 18 580 | (7 760) | (41,77)% | 32 809 |
| Charges d'intérêts et assimilés | 22 | (377 036) | (435 145) | 58 109 | (13,35)% | (836 857) |
| - Int. & charges ass. - Op. avec EC | | (13 091) | (17 891) | 4 800 | (26,83)% | (31 239) |
| - Int. & charges ass. - Op. avec clientèle | | (88 815) | (128 439) | 39 624 | (30,85)% | (231 002) |
| - Int. & charges ass. - Dettes rep. titre | | (82 556) | (107 942) | 25 386 | (23,52)% | (195 873) |
| - Int. & charges ass. - Dettes subord. | | (2 423) | (3 191) | 768 | (24,07)% | (5 488) |
| - Charges sur op. de crédit-bail et ass. | | (106 298) | (106 541) | 243 | (0,23)% | (213 655) |
| - Charges sur op. de LS | | (39 334) | (38 151) | (1 183) | 3,10% | (78 652) |
| - Dérivés de couverture - Charges | | (44 519) | (32 990) | (11 529) | 34,95% | (80 948) |
| Commissions (Produits) | 23 | 68 852 | 63 212 | 5 640 | 8,92% | 127 200 |
| Commissions (Charges) | 23 | (14 498) | (8 176) | (6 322) | 77,32% | (17 133) |
| Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat | 24 | (12 282) | 2 455 | (14 737) | (600,29)% | 45 947 |
| - Solde net des op. / T. de transaction | | 5 141 | 7 984 | (2 843) | (35,61)% | 19 823 |
| - Solde net des op. de change | | 235 | 334 | (99) | (29,64)% | 549 |
| - Solde net des dérivés de trading | | (17 951) | (23 700) | 5 749 | (24,26)% | (13 825) |
| - Solde net - Inefficacité dérivés de couv | | (1 146) | 6 758 | (7 904) | (116,96)% | (642) |
| - Solde net des actifs financiers JVO | | (2 109) | 9 692 | (11 801) | (121,76)% | 30 628 |
| - Solde net des passifs financiers JVO | | - | - | - | - | - |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO | | 3 548 | 1 387 | 2 161 | 155,80% | 9 414 |
| - Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO | | - | - | - | - | - |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV | 25 | 7 216 | 3 342 | 3 874 | 115,92% | 21 186 |
| - Revenus des titres à revenu variable | | 5 320 | 3 025 | 2 295 | 75,87% | 7 126 |
| - Oblig. et autres T.R.F. (dont EP) | | 539 | (279) | 818 | (293,19)% | 13 241 |
| - Actions, TAP et autres T.R.V. | | 1 737 | 596 | 1 141 | 191,44% | 363 |
| - Participations, ATDLT, PEL | | 224 | - | 224 | n.s. | 456 |
| - Autres gains et pertes / actifs fin | | (604) | - | (604) | n.s. | - |
| Produits des autres activités | 26 | 1 306 034 | 1 134 285 | 171 749 | 15,14% | 2 457 179 |
| Charges des autres activités | 26 | (1 161 594) | (1 015 226) | (146 368) | 14,42% | (2 155 135) |
| Produit Net Bancaire IFRS | | 325 231 | 302 189 | 23 042 | 7,63% | 720 626 |
| Frais généraux IFRS | 27 | (268 475) | (261 739) | (6 736) | 2,57% | (534 305) |
| - Charges de personnel | | (169 286) | (151 258) | (18 028) | 11,92% | (317 986) |
| - Charges générales d'exploitation | | (87 494) | (98 412) | 10 918 | (11,09)% | (191 899) |
| - Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl | | (11 695) | (12 069) | 374 | (3,10)% | (24 420) |
| Résultat Brut d'Exploitation IFRS | | 56 756 | 40 450 | 16 306 | 40,31% | 186 321 |
| Coût du risque | 28 | (13 834) | (19 306) | 5 472 | (28,34)% | (30 807) |
| Résultat d'Exploitation IFRS | | 42 922 | 21 144 | 21 778 | 103,00% | 155 514 |
| QP de résultat des entreprises MEE | 12 | 3 989 | (311) | 4 300 | (1 382,64)% | 5 701 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 29 | (110) | (123) | 13 | (10,57)% | (1 392) |
| - Solde net - Corr. val. immo corp incorp | | (110) | (123) | 13 | (10,57)% | (1 392) |
| - Résultat sur entités conso (cession...) | | - | - | - | - | - |
| Variations de valeur des écarts d'acq. | 30 | - | - | - | - | - |
| Résultat Avant Impôts IFRS | | 46 801 | 20 710 | 26 091 | 125,98% | 159 823 |
| Impôts sur le résultat | 31 | (16 216) | (5 917) | (10 299) | 174,06% | (62 925) |
| Gains & pertes nets d'impôts / act aband | | - | (2 618) | 2 618 | (100,00)% | - |
| Résultat net total IFRS | | 30 585 | 12 175 | 18 410 | 151,21% | 96 898 |
| Résultat consolidé - Minoritaires | | 468 | 2 062 | (1 594) | (77,30)% | 4 331 |
| Résultat Net | | 30 117 | 10 113 | 20 004 | 197,80% | 92 567 |

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

au 30 juin 2010

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

| | Note | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| Résultat Net | | 30 585 | 12 175 | 18 410 | 151,21% | 96 898 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | | 15 334 | n.c. | n.s. | n.s. | 26 201 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | 2 180 | n.c. | n.s. | n.s. | (50) |
| Réévaluation des immobilisations | | - | n.c. | n.s. | n.s. | - |
| QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE | | 926 | n.c. | n.s. | n.s. | 3 276 |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 18 440 | n.c. | n.s. | n.s. | 29 427 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 49 025 | n.c. | n.s. | n.s. | 126 325 |
| Dont part du Groupe | | 48 389 | n.c. | n.s. | n.s. | 121 317 |
| Dont part des minoritaires | | 636 | n.c. | n.s. | n.s. | 5 008 |

| | Capital et réserves liées | | Réserves consolidées | Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS) | | Résultat net par du groupe | Capitaux propres part du groupe | Capitaux propres part des minoritaires | Total capitaux propres consolidés |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------|
| | Capital | Réserves liées au capital (1) | | Variations de valeur des instruments financiers | | | | | |
| | | | | Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente | Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture | | | | |
| en milliers d'euros | | | | | | | | | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2008 | 1 266 650 | 2 750 | 538 312 | - | - | 68 880 | 1 766 547 | 37 607 | 1 804 154 |
| Augmentation de capital | 96 150 | | | 37 054 | | | 96 150 | | 96 150 |
| Elimination des titres auto-détenus | | | | | | | | | |
| Emission d'actions de préférence | | | | | | | | | |
| Composante capitaux propres des instruments hybrides | | | | | | | | | |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions | | | | | | | | | |
| Affectation du résultat 2008 | | | 112 237 | | | 112 237 | | | |
| Distribution 2009 au titre du résultat 2008 | | | | | | 43 357 | 43 357 | | 43 357 |
| Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires | 96 150 | | 112 237 | | | 68 880 | 52 793 | | 52 793 |
| Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3) (4) | | | | 22 630 | 50 | | 22 580 | 677 | 23 257 |
| Résultat 31 décembre 2009 | | | | | | 92 685 | 92 685 | 4 331 | 97 016 |
| Sous-total | | | | 22 630 | 50 | 92 685 | 115 265 | 5 008 | 120 273 |
| Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires | | | 96 064 | 2 895 | | | 98 959 | 6 683 | 92 276 |
| Changement de méthodes comptables | | | | | | | | | |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence | | | 2 459 | 3 276 | | | 5 735 | | 5 735 |
| Prise en compte des charges sociales sur provision IFC au 31 décembre 2009 | | | 8 199 | | | | 8 317 | | 8 317 |
| Autres variations (5) | | | 100 794 | | | | 100 794 | | 100 794 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2009 | 1 362 800 | 2 750 | 415 605 | 65 855 | - | 92 567 | 1 930 188 | 35 932 | 1 966 120 |
| Augmentation de capital | 29 057 | | | | | | 29 057 | | 29 057 |
| Elimination des titres auto-détenus | | | | | | | | | |
| Emission d'actions de préférence | | | | | | | | | |
| Composante capitaux propres des instruments hybrides | | | | | | | | | |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions | | | | | | | | | |
| Affectation du résultat 2009 | | | 53 918 | | | 53 918 | | | |
| Distribution 2010 au titre du résultat 2009 | | | | | | 38 649 | 38 649 | | 38 649 |
| Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires | 29 057 | | 53 918 | | | 92 567 | 9 592 | | 9 592 |
| Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3) (4) | | | | 15 165 | 2 180 | | 17 345 | 168 | 17 513 |
| Résultat 30 juin 2010 | | | | | | 30 117 | 30 117 | 965 | 31 082 |
| Sous-total | | | | 15 165 | 2 180 | 30 117 | 47 462 | 1 133 | 48 595 |
| Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires | | | 2 511 | 2 | | | 2 509 | 4 000 | 6 509 |
| Changement de méthodes comptables | | | | | | | | | |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence | | | 316 | 926 | | | 610 | | 610 |
| Autres variations (5) | | | 3 783 | 1 | | | 3 784 | | 3 784 |
| Capitaux propres au 30 juin 2010 | 1 391 857 | 2 750 | 462 913 | 81 947 | - | 30 117 | 1 962 375 | 33 065 | 1 995 440 |

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend la réévaluation éventuelle des immobilisations

(3) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente

(4) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession

(5) Dont l'incidence en capitaux propres des actifs non courants destinés à être cédés

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2009 / 2010

| en millions d'euros | CMNE | CMNE |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------|
| | IFRS 2009.12 | IFRS 2010.06 |
| Résultat net | 97 | 31 |
| Impôt | 63 | 16 |
| Résultat avant impôts | 160 | 47 |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 24 | 11 |
| - Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | 0 | 0 |
| +/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations | 103 | 8 |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | -6 | -4 |
| +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement | 2 | 0 |
| +/- Produits/charges des activités de financement | 0 | 0 |
| +/- Autres mouvements | -25 | 74 |
| = Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements | 98 | 89 |
| +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a) | 911 | 143 |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b) | 405 | -305 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c) | -820 | 359 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | 27 | 4 |
| - Impôts versés | -42 | 15 |
| = Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | 481 | 216 |
| <u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u> | <u>739</u> | <u>352</u> |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d) | -1 153 | -22 |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement (e) | -4 | 0 |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f) | -23 | -8 |
| <u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</u> | <u>-1 180</u> | <u>-30</u> |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g) | 53 | -10 |
| +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h) | 80 | 0 |
| <u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</u> | <u>133</u> | <u>-10</u> |
| EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D) | 0 | 0 |
| Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D) | -308 | 312 |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A) | 739 | 352 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B) | -1 180 | -30 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C) | 133 | -10 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D) | 0 | 0 |
| <u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u> | <u>607</u> | <u>299</u> |
| Caisse, banques centrales (actif & passif) | 260 | 335 |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit | 347 | -36 |
| <u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u> | <u>299</u> | <u>611</u> |
| Caisse, banques centrales (actif & passif) | 335 | 281 |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit | -36 | 330 |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE | -308 | 312 |
| | 0 | 0 |

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2009 / 2010

| en millions d'euros | CMNE IFRS 2009.12 | CMNE IFRS 2010.06 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <i>(a) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</i> | | |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trés) | 925 | 195 |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées | -14 | -52 |
| <i>(b) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</i> | | |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées | -106 | 151 |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées | 511 | -456 |
| <i>(c) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</i> | | |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat | -1 325 | -179 |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente | 1 837 | -510 |
| + Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente | 0 | 681 |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture | 0 | 0 |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre | -1 332 | 367 |
| <i>(d) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</i> | | |
| - Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise | 0 | 0 |
| + Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence | 0 | 0 |
| + Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence | 0 | 0 |
| + Encaissements liés aux dividendes reçus | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | -1 266 | -157 |
| + Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 109 | 137 |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente | -7 | -2 |
| + Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente | 11 | 0 |
| +/- Autres flux liés aux opérations d'investissement | 0 | 0 |
| + Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus | 0 | 0 |
| <i>(e) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</i> | | |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement | -6 | 0 |
| + Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement | 2 | 0 |
| <i>(f) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</i> | | |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | -24 | -8 |
| + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | 1 | 0 |
| <i>(g) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</i> | | |
| + Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital | 96 | 29 |
| + Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux dividendes payés | -43 | -39 |
| - Décaissements liés aux autres rémunérations | 0 | 0 |
| <i>(h) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</i> | | |
| + Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre | 80 | 0 |
| - Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre | 0 | 0 |
| + Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées | 0 | 0 |

N.B. : il est à noter que les variations des provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont neutralisées dans les retraitements de dotations nettes aux provisions et figurent dans les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES
(Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)

ARRETES AU 30 JUIN 2010

Cette annexe est divisée en six parties :

- I INFORMATIONS GENERALES
- II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE
- III PRINCIPES COMPTABLES
- IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS
- V INFORMATION SECTORIELLE
- VI AUTRES INFORMATIONS

I INFORMATIONS GENERALES

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe est constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France, la Belgique et le Luxembourg, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les comptes consolidés semestriels condensés du groupe Crédit Mutuel Nord Europe au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2010 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ainsi, les notes préparées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2009 tels qu'ils figurent dans le rapport annuel au titre de l'exercice 2009.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2009-R04 du Conseil National de la Comptabilité relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne

• Normes IFRS appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels" qui ont été publiées le 10 janvier 2008 et adoptées par l'Union Européenne en date du 3 juin 2009.

Elles ont pour objet de modifier le traitement des acquisitions et cessions des filiales consolidées.

Les principaux changements portent sur la comptabilisation des coûts liés au regroupement, le traitement des compléments de prix, le calcul des écarts d'acquisition, l'évaluation des intérêts minoritaires de l'entité acquise, le traitement des acquisitions par étape et le calcul des résultats de cession lors de la perte de contrôle d'une entité consolidée.

L'application de ces normes n'a eu aucune incidence significative sur les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Crédit Mutuel Nord Europe au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2010.

• Recours à des estimations

La préparation des Etats Financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des Etats Financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les Etats Financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en valeur de marché par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux Etats Financiers ;
- des dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés dans la catégorie "disponibles à la vente" ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- de l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée ;
- de la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2010

Le premier semestre 2010 a vu la fin de l'activité du GIE de moyens CMN Gestion, la refacturation des frais concernés étant désormais effectuée directement par la Caisse Fédérale.

II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE

1. METHODES DE CONSOLIDATION

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale, visant à reprendre les comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels et éliminations des opérations réciproques. Cette méthode s'applique en cas de contrôle exclusif : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote, soit le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, ou soit le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat,
- l'intégration proportionnelle, visant à pratiquer les mêmes opérations de retraitement et éliminations proportionnellement au contrôle exercé. L'intégration proportionnelle est appliquée aux entités sous contrôle conjoint,
- la mise en équivalence qui consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres (y compris le résultat). Cette méthode s'applique lorsque le groupe exerce une influence notable (pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle).

Enfin, le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires (entités "ad hoc"), et ce même en l'absence de lien en capital, dans la mesure où il en exerce en substance le contrôle, au regard des critères suivants :

- les activités de l'entité sont menées pour le compte exclusif du Groupe, de telle sorte que ce dernier en tire des avantages ;
- le Groupe dispose du pouvoir de décision et de gestion afin d'obtenir la majorité des avantages liés aux activités courantes de l'entité. Ce pouvoir se caractérise notamment par la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer formellement à leur modification ;
- le Groupe a la capacité d'obtenir la majorité des avantages de l'entité et par conséquent peut être exposé aux risques liés à l'activité de la dite entité. Les avantages peuvent prendre la forme d'un droit à recevoir tout ou partie du résultat, évalué sur une base annuelle, une quote-part d'actif net, à disposer d'un ou plusieurs actifs ou à bénéficier de la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- le Groupe conserve la majorité des risques pris par l'entité afin d'en retirer un avantage

2. PERIMETRE

Le périmètre de consolidation du groupe CMNE au 30 juin 2010 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du groupe.

| | Nationalité | Date | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------|-------------|---------|----------------------------------------|---------------------------------|
| | F / E | d'arrêté | contrôle | intérêt | | |
| 1. Entreprises à caractère financier | | | | | | |
| 1.1 Etablissements de crédit | | | | | | |
| > Caisses de crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE + Fédération du CMNE | F | 06/10 | 100 | 100 | -3 635 | Mère |
| > Banque Commerciale du Marché Nord Europe (base consolidée) - 4 place Richebé 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 4 005 | IG |
| > Banque Delubac - 16 Place Saléon-Terras - 07160 LE CHEYLARD | F | 12/09 | 20,98 | 20,98 | 0 | MEE |
| > CMNE Belgium (base consolidée) - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | -1 915 | IG |
| 1.2 Etablissements financiers autres que 1.1 | | | | | | |
| > FCP Richebé Gestion (ex Haussmann Gestion) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 99,81 | 2 896 | IG |
| > FCP Nord Europe Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 193 | IG |
| > FCP Richebé Recovery - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 524 | IG |
| > FCP Richebé 2011 - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 1 103 | IG |
| 1.3 Autres entreprises à caractère financier | | | | | | |
| > SDR Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN | F | 06/10 | 99,79 | 99,79 | 430 | IG |
| 2. Entreprises non financières | | | | | | |
| 2.1 Assurances | | | | | | |
| > Nord Europe Assurances (base consolidée) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 5 872 | IG |
| 2.2 Services | | | | | | |
| > Actéa Environnement - 4 Place Richebé 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 13 | IG |
| > CMNE Environnement - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 74 | IG |
| > CMN TEL - 135 Boulevard de la Liberté - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | -19 | IG |
| > Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG | F | 06/10 | 10,15 | 10,15 | 3 333 | MEE |
| > Financière Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 41 | IG |
| > GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 0 | IG |
| > L'Immobilière du CMN (base consolidée) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 1 021 | IG |
| > Sicorfé SNP - rue Pierre et Marie Curie - 62223 St LAURENT BLANGY | F | 06/10 | 92,29 | 92,29 | -16 | IG |
| > Sicorfé Maintenance - rue Pierre et Marie Curie - 62223 St LAURENT BLANGY | F | 06/10 | 34 | 34 | 80 | MEE |
| > Sopreg - 7 rue Roy - 75008 PARIS | F | 12/09 | 49,66 | 49,66 | 210 | MEE |
| > Transactinmo - 1 Rue Arnould de Vuez - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | -4 | IG |
| 2.3 Industrie | | | | | | |
| 2.4 Holding non financier | | | | | | |
| > UFG - LFP (ex Groupe UFG, base consolidée) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 14 222 | IG |
| > Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée) 4 Place Richebé 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 1 689 | IG |
| | | | | | Total | 30 117 |

(1) MEE : Mise En Equivalence ; IP : Intégration Proportionnelle ; IG : Intégration Globale

Banque Commerciale du Marché Nord Europe 4 place Richebé 59000 LILLE

| Périmètre de consolidation servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable | Nationalité | Date | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------|-------------|---------|----------------------------------------|---------------------------------|
| | F / E | d'arrêté | contrôle | intérêt | | |
| Banque Commerciale du Marché Nord Europe | F | 06/10 | 100 | 100 | 1 376 | IG |
| > Bail Actea - 33 rue Jeanne d'Arc - 62000 ARRAS | F | 06/10 | 100 | 100 | 1 720 | IG |
| > Bail Immo Nord - Tour de Lille - 60 Boulevard de Turin - 59777 EURALILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 210 | IG |
| > Bâtiroc Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN | F | 06/10 | 100 | 100 | 482 | IG |
| > GIE BCMNE Gestion - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 0 | IG |
| > Normandie Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN | F | 06/10 | 99,65 | 99,63 | 217 | IG |
| | | | | | Total | 4 005 |

CMNE Belgium
Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité | Date d'arrêté | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------|-------------|---------|----------------------------------------|---------------------------------|
| | F / E | | contrôle | intérêt | | |
| CMNE Belgium | E | 06/10 | 100 | 100 | -567 | IG |
| > Alverzele - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | -18 | IG |
| > BKCP SCRL - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 95,48 | 95,48 | -4 072 | IG |
| > BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | -17 | IG |
| > Crédit Professionnel SA - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | 3 075 | IG |
| > CNCP - NKBK Pool SA - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | 3 | IG |
| > GEIE BKCP IT - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | 0 | IG |
| > Immo W16 - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | -259 | IG |
| > Mobilease - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | E | 06/10 | 100 | 100 | 11 | IG |
| > Nord Europe GEstion SA - 44 rue Henri Schnadt - 1015 Luxembourg | E | 06/10 | 100 | 100 | 117 | IG |
| > Nord Europe Private Bank (ex VMSL) - 44 rue Henri Schnadt - 1015 Luxembourg | E | 06/10 | 100 | 100 | 123 | IG |
| > Oostvlaamse Invest Company - Kerkstraat 43 - 9200 DENDERMONDE | E | 06/10 | 99,96 | 95,44 | -310 | IG |
| > Services et Crédits aux Professions Indépendantes et PME - Aachener Strabe 28 - 4700 EUPEN | E | 06/10 | 56,32 | 53,78 | -1 | IG |
| | | | | | Total | -1 915 |

Nord Europe Participations et Investissements
4 Place Richebé - 59000 LILLE

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité | Date d'arrêté | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------|-------------|---------|----------------------------------------|---------------------------------|
| | F / E | | contrôle | intérêt | | |
| Nord Europe Participations et Investissements | F | 06/10 | 100 | 100 | -376 | IG |
| > SCI Centre Gare | F | 06/10 | 100 | 100 | 1 240 | IG |
| > Fininmad (Marchand de biens) | F | 06/10 | 100 | 100 | 835 | IG |
| > Poujoulat Belgique (Holding d'une société de production) | E | 12/09 | 34,53 | 34,53 | 0 | MEE |
| > Sofimmo 3 | F | 06/10 | 100 | 100 | -5 | IG |
| > Sofimpar | E | 06/10 | 100 | 100 | -5 | IG |
| | | | | | Total | 1 689 |

IMMOBILIERE DU CMN
4 Place Richebé - 59000 LILLE

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité | Date d'arrêté | Pourcentage | | Méthode d'intégration (1) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------|-------------|---------|---------------------------------|
| | F / E | | contrôle | intérêt | |
| > SCICMN | F | 06/10 | 100 | 100 | IG |
| > SCICMN 1 | F | 06/10 | 100 | 100 | IG |
| > SCICMN 2 | F | 06/10 | 100 | 100 | IG |
| > SCICMN 3 | F | 06/10 | 100 | 100 | IG |
| > SCICMN Location | F | 06/10 | 100 | 100 | IG |
| > SCICMN Location 2 | F | 06/10 | 100 | 100 | IG |
| > SCIRICHEBE INKERMAN | F | 06/10 | 100 | 100 | IG |

Nord Europe Assurances
173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité | Date d'arrêté | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------|-------------|---------|----------------------------------|---------------------------|
| | F / E | | contrôle | intérêt | | |
| Nord Europe Assurances | F | 06/10 | 100 | 100 | -1 013 | IG |
| > ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 51 | 51 | 435 | IG |
| > ACMN Vie - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 4 284 | IG |
| > Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | 91 | IG |
| > CP-BK Reinsurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG | E | 06/10 | 100 | 100 | 1 158 | IG |
| > Nord Europe Life LUXEMBOURG - rue Charles Martel 62 L2134 LUXEMBOURG | E | 06/10 | 100 | 100 | 603 | IG |
| > Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | F | 06/10 | 100 | 100 | -2 | IG |
| > Pérennité Entreprises - 5 Rue de Dunkerque - 75010 PARIS | F | 06/10 | 90 | 90 | 269 | IG |
| > Vie Services - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 77,5 | 77,5 | 47 | IG |
| Total | | | | | 5 872 | |

UFG - LFP
173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité | Date d'arrêté | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------|-------------|---------|----------------------------------|---------------------------|
| | F / E | | contrôle | intérêt | | |
| UFG - LFP | F | 06/10 | 100 | 100 | -678 | IG |
| > CMH Gestion - 88 Rue Cardinet - 75017 PARIS | F | 06/10 | 24,47 | 21,11 | -1 | MEE |
| > Franklin Gérance - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 86,24 | -10 | IG |
| > GIE UFG (ex UFG Services) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 0 | IG |
| > GIE UFG Trésorerie - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 0 | IG |
| > LFPGP - 17 rue de Marignan - 75008 PARIS | F | 06/10 | 99,98 | 99,97 | -29 | IG |
| > Pythagore Investissement BP - 53 rue de Turbigo - 75003 PARIS | F | 06/10 | 43 | 43 | 367 | MEE |
| > UFG PM (ex Sogindo) - 73 Rue Gutenberg - 75015 PARIS | F | 06/10 | 100 | 86,24 | -23 | IG |
| > UFG Courtages - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 740 | IG |
| > UFG REM (ex UFG Immobilier) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 86,24 | 86,24 | 987 | IG |
| > UFG International Claims Collection - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | -304 | IG |
| > LFP (ex UFG IM ex Multifonds) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 10 041 | IG |
| > UFG-LFP France (ex UFG Partenaires) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 2 310 | IG |
| > UFG Private Equity (ex NEPE) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 485 | IG |
| > LFP Sarasin AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | -40 | IG |
| > UFG Transactions - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | F | 06/10 | 100 | 100 | 377 | IG |
| Total | | | | | 14 222 | |

Pour mémoire : modifications du périmètre au cours de la période

| | Nom de l'entreprise |
|------------------------------|---------------------|
| Entrées : | |
| Acquisition | |
| Création | |
| Sorties : | |
| Cession | |
| TUP ou fusion | GIE CMN Gestion |
| Changement de dénomination : | |

3. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

● Retraitements et éliminations

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 K€ en charges et produits et 1.000 K€ en ce qui concerne le bilan et les engagements.

Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

● Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés semestriels condensés du groupe CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

● Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont comptabilisés à la valeur de marché ou son équivalent, déterminée à la date d'acquisition. La comptabilisation d'un regroupement d'entreprises doit être finalisée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont inclus dans le coût d'acquisition.

L'écart d'acquisition, ou survalueur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. Cet écart, lorsqu'il est positif, est porté à l'actif du bilan de l'acquéreur et il est immédiatement pris en résultat s'il est négatif.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du groupe.

Principaux changements liés à l'application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels" :

Pour les opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2010, les traitements décrits ci-dessus sont modifiés par l'application anticipée des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels". Les principales modifications sont les suivantes :

- Les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont désormais comptabilisés dans le résultat de la période.

- Les compléments de prix sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, même s'ils présentent un caractère éventuel. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes (en fonction du mode de règlement). Les révisions ultérieures de ces écarts sont enregistrées en résultat pour les dettes financières relevant de la norme IAS 39 et selon les normes appropriées pour les dettes ne relevant pas d'IAS 39. Dans le cas des instruments de capitaux propres, ces révisions ne donnent lieu à aucun enregistrement jusqu'au règlement.

- Les intérêts minoritaires peuvent, en date de prise de contrôle, être évalués soit à leur juste valeur (avec affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition à ces intérêts minoritaires), soit à leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (maintien de la méthode antérieure). Le choix entre ces deux approches doit être effectué de manière individuelle pour chaque regroupement d'entreprises. Les acquisitions ultérieures d'intérêts minoritaires sont ensuite comptabilisées systématiquement en capitaux propres quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle.

- Lors d'un regroupement d'entreprises, les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé dès lors qu'ils sont représentatifs d'une obligation actuelle (et non plus potentielle comme antérieurement) à la date du regroupement et que leur juste valeur peut être évaluée de manière fiable.

- Les impôts différés actifs de l'entité acquise non reconnus à la date de prise de contrôle sont, ultérieurement, enregistrés en résultat sans ajustement de l'écart d'acquisition.
- En date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part dans cette dernière antérieurement détenue par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Dans le cas d'une acquisition par étape, l'écart d'acquisition est donc déterminé par référence à la juste valeur en date de prise de contrôle et non plus par référence à celle des actifs et passifs acquis à la date de chaque transaction.
- Lors de la perte de contrôle d'une filiale consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

En l'absence d'opérations majeures de regroupements d'entreprises au cours du 1^{er} semestre 2010, l'application de ces normes révisées n'a eu aucune incidence significative sur les comptes consolidés semestriels condensés du groupe Crédit Mutuel Nord Europe au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2010.

● Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants, soit 34,43 % au 30 juin 2010.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres. Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

4. ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables, constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

III PRINCIPES COMPTABLES

● Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Dépréciation et provision individuelle sur les prêts et créances : une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts - susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est inscrite au passif parmi les provisions pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Dépréciation collective sur les prêts et créances : les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle sont regroupés par portefeuilles homogènes. Les encours sensibles font l'objet d'une dépréciation, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

● Intérêts pris en charge par l'Etat de certains prêts

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

● Garanties financières et engagements de financement

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

● Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

● Opérations de location

■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur*

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur*

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

● Titres acquis

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre des parties bien informées, et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

* Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

* Instruments négociés sur un marché non actif

Lorsqu'un marché est illiquide, les prix de marché peuvent être utilisés comme un élément afin de déterminer la juste valeur, mais peuvent ne pas être déterminants.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, intégrant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait (crédit, liquidité). Les données observables sur un marché sont à retenir tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

Classification des titres

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

■ *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Critère de classement et règles de transfert

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

* Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme, ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe, ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance et au respect des critères inhérents à la définition de la catégorie comptable des "Prêts et créances" (pas de cotation sur un marché actif). Ces transferts de portefeuille ont pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle, leur impact sur le résultat du Groupe.

* Les instruments financiers classés par choix dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat. Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant, sans application de la juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Le groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêtés ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert, vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

■ *Actifs et passifs financiers disponibles à la vente*

Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêtés ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

En cas de transfert de titre de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, et en l'absence de dépréciation, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

Dépréciation et risque de crédit

* Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le groupe CMNE considère qu'une dévalorisation du titre d'au moins 40% par rapport à son coût d'acquisition ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs, entraîne une dépréciation, à l'exception des cas où l'appréciation de la juste valeur faite par le Groupe ne reflète pas une perte probable de tout ou partie du montant investi. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat, dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

* Dépréciation au titre du risque de crédit :

Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit peut conduire à déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Ces dépréciations sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

■ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cessions ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale, et susceptible de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

● **Mesure de la valeur de marché des instruments financiers**

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation conformément à ce qui a été défini par l'amendement de la norme IFRS 7 publié en mars 2009 :

- Niveau 1 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur un prix coté :

Ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables. Il comprend notamment les actions et les obligations liquides, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les parts de fonds dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement.

- Niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur des techniques de valorisation dont toutes les données sont fondées sur des informations de marché observables :

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont la valorisation doit être établie à partir des références de prix d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Ce niveau comprend notamment les actions et obligations de faible liquidité, les parts de Société Civiles Immobilières support de contrats en unités de compte dont les actifs sous-jacents font l'objet d'expertises périodiques fondées sur des données de marché observables, les parts de fonds pour lesquelles la liquidité est assurée de façon régulière, les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré dont les techniques de valorisation reposent sur des paramètres observables

- Niveau 3 : instruments dont la juste valeur repose sur des données internes contenant des données non observables significatives.

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation s'appuyant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables qui se définissent comme des paramètres dont la

valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Un instrument est classé en niveau 3 si une part significative de sa valorisation repose sur des paramètres non observables. Ce niveau comprend notamment les actions non cotées, les obligations évaluées sur la base de modèles de valorisation utilisant au moins un paramètre non observable significatif ou sur la base d'indications de prix induites d'un marché non actif (parts de CDO), les parts de fonds en liquidation ou dont la cotation est suspendue, les dérivés complexes portant sur des sous-jacents multiples.

● **Actifs non courants destinés à être cédés**

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

● **Dérivés et comptabilité de couverture**

Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Classification des dérivés et comptabilité de couverture

■ **Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

* Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

* Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

■ **Comptabilité de couverture**

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie notamment pour le TSS émis en 2004 ainsi que pour des emprunts souscrits auprès de la CRH.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture est formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente, l'identification de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

* Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de banque de détail. Selon les dispositions de la norme IAS 39, le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan intitulée « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » par la contrepartie du compte de résultat. L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés, lors de leur mise en place, réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. De manière rétrospective, les couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leurs sont associés deviennent insuffisants.

* Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

● Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Les coûts d'emprunt encourus lors de la construction ou l'adaptation des biens immobiliers ne sont pas activés.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

| | |
|----------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| - Constructions - gros œuvre structure | : 10 - 30 ans (en fonction du type d'immeuble concerné) |
| - Constructions - équipements | : 10 - 25 ans |
| - Agencements et installations | : 5 - 15 ans |
| - Mobilier et matériel de bureau | : 5 - 10 ans |
| - Matériel de sécurité | : 3 - 10 ans |
| - Matériel roulant | : 3 - 5 ans |
| - Matériel informatique | : 3 - 5 ans |

Immobilisations incorporelles :

| | |
|----------------------------------------|-------------|
| - Logiciels acquis ou créés en interne | : 1 - 3 ans |
|----------------------------------------|-------------|

● Contrats d'épargne réglementée

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

■ un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),

■ un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

● Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées, à l'origine, à leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

• Activités d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance, y compris des contrats de réassurance émis ou souscrits, et des contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices (qui octroie aux souscripteurs des contrats le droit de recevoir, en plus de la rémunération garantie, une quote-part des résultats financiers réalisés) sont établis conformément à la norme IFRS 4.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe. Les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont ainsi présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" et l'actif et passif correspondant évalués en date d'arrêt à la valeur de réalisation des supports de référence.

Par ailleurs, les contrats soumis à IFRS 4 restent comptabilisés et consolidés comme en normes françaises et sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles à l'exception de quelques retraitements limités, notamment ceux liés à l'élimination des provisions d'égalisation réglementaires et à la comptabilisation de participations différées, conformément aux principes de la réglementation française appliquée aux différences de l'évaluation des actifs. Il s'agit principalement de provisions pour participation aux bénéfices différée afférente aux plus et moins-values latentes comptabilisées sur les actifs selon IAS 39 (ce qui correspond, d'après IFRS 4, à l'application de la "comptabilité reflet" : afin de refléter la quote-part de ces plus et moins-values latentes, "l'élément de participation discrétionnaire", entièrement dans les provisions et non pas en capitaux propres). Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre. A l'actif, elles figurent dans un poste distinct.

Outre les diverses provisions dotées et reprises au passif, les autres transactions générées par ces contrats sont valorisées et comptabilisées selon les mêmes règles. Il s'agit notamment des coûts d'acquisition des contrats, des créances et dettes nées des contrats, d'avances sur polices et des recours et subrogations résultant des contrats d'assurance et de réassurance.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

La réserve de capitalisation dotée en franchise d'impôt dans les comptes individuels des sociétés françaises du fait de la vente de valeurs mobilières amortissables, avec pour objet de différer une partie des plus-values nettes dégagées afin de maintenir le rendement actuariel du portefeuille constitué en représentation des engagements contractuels, est annulée dans les comptes consolidés. Les mouvements de l'exercice affectant cette réserve, constatés par le résultat dans les comptes individuels, sont annulés dans le compte de résultat consolidé. En application de la norme IAS 12 un impôt différé passif a été constaté relatif au reclassement effectif en capitaux propres de la réserve de capitalisation. En revanche, lorsqu'il existe une forte probabilité d'attribution aux assurés, notamment pour tenir compte des droits des assurés dans le cadre de certains portefeuilles d'assurance des entités du groupe, une participation différée est comptabilisée suite au retraitement de la réserve de capitalisation.

• Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

• Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel".

■ Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux long terme des emprunts d'Etat en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre / non cadre ,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi Fillon, avec un plafonnement maximum à 65 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Le groupe a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels en compte de résultat de l'exercice sous forme de provisions, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

■ Indemnités de fin de carrière

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au groupe.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont couverts par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance. L'écart entre le montant des droits des salariés et la valeur du contrat de couverture fait l'objet d'une provision déterminée en fonction des informations communiquées par l'assureur.

● Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

● Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le groupe.

IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

1. NOTES RELATIVES AU BILAN

Note 1 : Caisse, Banques Centrales

1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-----------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Caisse, Banques centrales | | | | |
| Banques centrales | 230 012 | 273 658 | -43 646 | -15,95% |
| dont réserves obligatoires | 47 514 | 48 888 | -1 374 | -2,81% |
| Caisse | 50 922 | 61 541 | -10 619 | -17,26% |
| Total | 280 934 | 335 199 | -54 265 | -16,19% |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | | | | |
| Comptes réseau Crédit Mutuel (1) | 2 615 816 | 2 656 462 | -40 646 | -1,53% |
| Autres comptes ordinaires | 41 997 | 35 770 | 6 227 | 17,41% |
| Prêts | 385 758 | 158 147 | 227 611 | 143,92% |
| Autres créances | 469 335 | 479 326 | -9 991 | -2,08% |
| Créances dépréciées sur base individuelle | 167 558 | 170 844 | -3 286 | -1,92% |
| Créances rattachées | 23 024 | 62 263 | -39 239 | -63,02% |
| Dépréciations | -30 | -30 | 0 | 0,00% |
| Total | 3 703 458 | 3 562 782 | 140 676 | 3,95% |

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

1b. Dettes envers les établissements de crédit

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|---------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|---------------|
| Banques centrales | | | | |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Total | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Dettes envers les établissements de crédit | | | | |
| Autres comptes ordinaires | 56 330 | 44 263 | 12 067 | 27,26% |
| Emprunts | 1 038 853 | 1 091 072 | -52 219 | -4,79% |
| Autres dettes | 83 982 | 89 860 | -5 878 | -6,54% |
| Dettes rattachées | 12 055 | 10 829 | 1 226 | 11,32% |
| Total | 1 191 220 | 1 236 024 | -44 804 | -3,62% |

Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| | 30.06.2010 | | | 31.12.2009 | | |
|----------------------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|----------------|-------------------------|------------------|
| | Transaction | Juste valeur sur option | Total | Transaction | Juste valeur sur option | Total |
| . Titres | 482 429 | 7 379 436 | 7 861 865 | 481 254 | 7 203 812 | 7 685 066 |
| - Effets publics | 0 | 0 | 0 | 13 974 | 0 | 13 974 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | 198 586 | 3 244 112 | 3 442 698 | 206 260 | 3 097 371 | 3 303 631 |
| . Cotés | 198 586 | 3 139 722 | 3 338 308 | 206 260 | 2 989 336 | 3 195 596 |
| . Non cotés | 0 | 104 390 | 104 390 | 0 | 108 035 | 108 035 |
| - Actions et autres titres à revenu variable | 283 843 | 4 135 324 | 4 419 167 | 261 020 | 4 106 441 | 4 367 461 |
| . Cotés | 283 843 | 4 135 324 | 4 419 167 | 261 020 | 4 106 441 | 4 367 461 |
| . Non cotés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Instruments dérivés de transaction | 13 784 | 0 | 13 784 | 16 359 | 0 | 16 359 |
| TOTAL | 496 213 | 7 379 436 | 7 875 649 | 497 613 | 7 203 812 | 7 701 425 |

2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|--------------------------------------------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 49 567 | 50 123 | -556 | -1,11% |
| Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| TOTAL | 49 567 | 50 123 | -556 | -1,11% |

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|
| Instruments dérivés de transaction | 49 567 | 50 123 | -556 | -1,11% |
| Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| TOTAL | 49 567 | 50 123 | -556 | -1,11% |

Note 3 : Couverture

3a. Instruments dérivés de couverture

| | 30.06.2010 | | 31.12.2009 | |
|----------------------------------------------------------------|---------------|----------------|--------------|----------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge) | 11 286 | 20 455 | 802 | 16 152 |
| couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat) | 413 | 157 102 | 282 | 122 432 |
| TOTAL | 11 699 | 177 557 | 1 084 | 138 584 |

3b. Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

| | Juste valeur 30.06.2010 | Juste valeur 31.12.2009 | Variation de juste valeur |
|------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------------|
| Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles | | | |
| d'actifs financiers | 106 847 | 87 851 | 18 996 |
| de passifs financiers | 1 789 | 2 147 | -358 |

Note 4 : Analyse des instruments dérivés

| | 30.06.2010 | | | 31.12.2009 | | |
|-------------------------------------------|------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------|
| | Notionnel | Actif | Passif | Notionnel | Actif | Passif |
| Instruments dérivés de transaction | | | | | | |
| <i>Instruments de taux</i> | | | | | | |
| Swaps | 2 547 061 | 13 784 | 49 567 | 2 952 904 | 16 359 | 50 123 |
| Options et instruments conditionnels | 4 286 | 0 | 0 | 4 822 | 0 | 0 |
| <i>Instruments de change</i> | | | | | | |
| Swaps | | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| Autres contrats fermes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Autres que taux et change</i> | | | | | | |
| Autres contrats fermes | 63 806 | 0 | 0 | 33 631 | 0 | 0 |
| Sous-total | 2 615 153 | 13 784 | 49 567 | 2 991 357 | 16 359 | 50 123 |
| Instruments dérivés de couverture | | | | | | |
| <i>couverture de Fair Value Hedge</i> | | | | | | |
| Swaps | 2 460 000 | 413 | 157 102 | 2 510 000 | 282 | 122 432 |
| <i>couverture de Cash Flow Hedge</i> | | | | | | |
| Swaps | 688 000 | 11 282 | 20 455 | 574 000 | 802 | 16 152 |
| Options et instruments conditionnels | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 3 148 000 | 11 699 | 177 557 | 3 084 000 | 1 084 | 138 584 |
| Total | 5 763 153 | 25 483 | 227 124 | 6 075 357 | 17 443 | 188 707 |

Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

5a. Actifs financiers disponibles à la vente

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|---------------|
| . Effets publics | 6 794 | 7 244 | -450 | -6,21% |
| . Obligations et autres titres à revenu fixe | 4 177 496 | 3 650 921 | 526 575 | 14,42% |
| - Cotés | 3 917 559 | 3 362 493 | 555 066 | 16,51% |
| - Non cotés | 259 937 | 288 428 | -28 491 | -9,88% |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 262 788 | 254 438 | 8 350 | 3,28% |
| - Cotés | 134 630 | 123 257 | 11 373 | 9,23% |
| - Non cotés | 128 158 | 131 181 | -3 023 | -2,30% |
| . Titres immobilisés | 151 467 | 131 347 | 20 120 | 15,32% |
| - Titres de participation | 6 348 | 6 148 | 200 | 3,25% |
| - Autres titres détenus à long terme | 10 251 | 10 274 | -23 | -0,22% |
| - Parts dans les entreprises liées | 134 868 | 114 925 | 19 943 | 17,35% |
| . Créances rattachées | 77 112 | 74 541 | 2 571 | 3,45% |
| TOTAL | 4 675 657 | 4 118 491 | 557 166 | 13,53% |
| Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres | 91 552 | 76 122 | 15 430 | 20,27% |
| Dont actifs dépréciés | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Dont obligations dépréciées | 20 891 | 20 795 | 96 | 0,46% |
| Dont dépréciation | -25 155 | -27 009 | 1 854 | -6,86% |
| Dont titres de participation cotés. | 0 | 0 | 0 | n.s. |

5b. Liste des principales participations non consolidées

| | % détenu | Capitaux propres | Total bilan | PNB ou CA | Résultat |
|------------|----------|------------------|-------------|-----------|----------|
| CIC | <1 | 4 709 960 | 133 469 600 | 1 638 926 | 793 746 |
| GACM | <1 | 5 933 679 | 68 385 124 | 963 785 | 456 582 |
| CCCM Paris | 14% | 440 844 | 10 372 083 | 37 709 | 10 823 |

Les différents chiffres (hors pourcentage de détention) se rapportent à l'exercice 2009

En ce qui concerne les titres CIC, au 31 décembre 2008, le Groupe a décidé d'abandonner la valorisation au cours de bourse, au profit d'une valorisation basée sur les capitaux propres IFRS part du Groupe CIC. Cette décision est justifiée par le caractère jugé inactif du marché du titre CIC et le très faible volume de flottant. Cette situation s'est pérennisée au cours du premier semestre 2010 justifiant, au 30 juin 2010, le recours à la même méthode de valorisation du titre CIC qu'au 31 décembre 2009.

Note 6 : Clientèle

6a. Prêts et créances sur la clientèle

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|---------------|
| Créances saines | 11 074 641 | 11 235 822 | -161 181 | -1,43% |
| . Créances commerciales | 12 925 | 18 162 | -5 237 | -28,83% |
| . Autres concours à la clientèle | 11 018 811 | 11 175 088 | -156 277 | -1,40% |
| - crédits à l'habitat | 6 823 259 | 6 807 985 | 15 274 | 0,22% |
| - autres concours et créances diverses dont pensions | 4 195 552 | 4 367 103 | -171 551 | -3,93% |
| . Créances rattachées | 42 905 | 42 572 | 333 | 0,78% |
| Créances d'assurance et réassurance | 9 160 | 1 940 | 7 220 | 372,16% |
| Créances dépréciées sur base individuelle | 424 202 | 406 885 | 17 317 | 4,26% |
| Créances brutes | 11 508 003 | 11 644 647 | -136 644 | -1,17% |
| Provisions individuelles | -258 968 | -246 122 | -12 846 | 5,22% |
| Provisions collectives | -16 620 | -16 495 | -125 | 0,76% |
| SOUS TOTAL I | 11 232 415 | 11 382 030 | -149 615 | -1,31% |
| Location financement (investissement net) | 1 056 827 | 1 058 811 | -1 984 | -0,19% |
| . Mobilier | 746 043 | 758 183 | -12 140 | -1,60% |
| . Immobilier | 286 121 | 282 314 | 3 807 | 1,35% |
| . Créances dépréciées sur base individuelle | 24 663 | 18 314 | 6 349 | 34,67% |
| Dépréciations | -20 440 | -14 639 | -5 801 | 39,63% |
| SOUS TOTAL II | 1 036 387 | 1 044 172 | -7 785 | -0,75% |
| TOTAL | 12 268 802 | 12 426 202 | -157 400 | -1,27% |
| dont prêts participatifs | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| dont prêts subordonnés | 0 | 0 | 0 | n.s. |

Opérations de location financement avec la clientèle :

| | 31.12.2009 | Acquisition | Cession | Autres | 30.06.2010 |
|-------------------------------------------|------------|-------------|---------|--------|------------|
| Valeur brute comptable | 1 058 811 | 65 713 | -67 697 | 0 | 1 056 827 |
| Dépréciations des loyers non recouvrables | -14 639 | -7 986 | 2 185 | 0 | -20 440 |
| Valeur nette comptable | 1 044 172 | 57 727 | -65 512 | 0 | 1 036 387 |

6b. Dettes envers la clientèle

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|---------------|
| . Comptes d'épargne à régime spécial | 7 907 628 | 8 114 991 | -207 363 | -2,56% |
| - à vue | 6 642 446 | 6 818 905 | -176 459 | -2,59% |
| - à terme | 1 265 182 | 1 296 086 | -30 904 | -2,38% |
| . Dettes rattachées sur comptes d'épargne | 75 580 | 10 205 | 65 375 | 640,62% |
| Sous-total | 7 983 208 | 8 125 196 | -141 988 | -1,75% |
| . Comptes à vue | 2 388 929 | 2 659 281 | -270 352 | -10,17% |
| . Comptes et emprunts à terme | 836 993 | 815 403 | 21 590 | 2,65% |
| . Dettes rattachées | 14 221 | 13 129 | 1 092 | 8,32% |
| . Dettes d'assurance et de réassurance | 48 454 | 38 490 | 9 964 | 25,89% |
| Sous-total | 3 288 597 | 3 526 303 | -237 706 | -6,74% |
| TOTAL | 11 271 805 | 11 651 499 | -379 694 | -3,26% |

Note 7 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|---------------|--------------|
| . Titres | 1 749 603 | 1 729 208 | 20 395 | 1,18% |
| - Effets publics | 87 005 | 87 464 | -459 | -0,52% |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 662 598 | 1 641 744 | 20 854 | 1,27% |
| . Cotés | 1 081 575 | 1 157 786 | -76 211 | -6,58% |
| . Non cotés | 581 023 | 483 958 | 97 065 | 20,06% |
| . Créances rattachées | 17 834 | 23 298 | -5 464 | -23,45% |
| TOTAL BRUT | 1 767 437 | 1 752 506 | 14 931 | 0,85% |
| dont actifs dépréciés | 16 000 | 16 000 | 0 | 0,00% |
| Dépréciations | -12 212 | -12 946 | 734 | -5,67% |
| TOTAL NET | 1 755 225 | 1 739 560 | 15 665 | 0,90% |

Note 8 : Evolution des provisions pour dépréciations

| | 31.12.2009 | Dotation | Reprise | Autres | 30.06.2010 |
|--------------------------------------------|-----------------|----------------|---------------|-------------|-----------------|
| Prêts et créances Etablissements de crédit | -30 | 0 | 0 | 0 | -30 |
| Prêts et créances sur la clientèle | -277 256 | -39 969 | 21 448 | -251 | -296 028 |
| Titres en AFS "disponibles à la vente" | -27 009 | -52 | 1 906 | 0 | -25 155 |
| Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance" | -12 946 | -266 | 1 000 | 0 | -12 212 |
| Total | -317 241 | -40 287 | 24 354 | -251 | -333 425 |

Malgré le contexte de crise, l'analyse détaillée des portefeuilles-titres n'a pas conduit à constater de provision spécifique aux risques souverains.

Note 9 : Instruments financiers – Reclassements

Néant

La norme de suivi jusqu'à échéance des actifs reclassés ne s'impose qu'aux valeurs réaffectées à des rubriques de "prêts". N'ayant procédé qu'à des reclassements entre catégories de titres, le Groupe ne répond donc pas à ces critères et ne renseigne cet aspect que les années où il opère un reclassement.

Note 10 : Impôts

10a. Impôts courants

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-----------------------|------------|------------|-----------|---------|
| Actif (par résultat) | 68 272 | 88 937 | -20 665 | -23,24% |
| Passif (par résultat) | 47 785 | 31 854 | 15 931 | 50,01% |

10b. Impôts différés

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-------------------------------|------------|------------|-----------|--------|
| Actif (par résultat) | 71 320 | 66 278 | 5 042 | 7,61% |
| Actif (par capitaux propres) | 1 199 | 800 | 399 | 49,88% |
| Passif (par résultat) | 7 210 | 7 172 | 38 | 0,53% |
| Passif (par capitaux propres) | 6 058 | 5 339 | 719 | 13,47% |

Le montant des impôts différés "actif par résultat" du 31/12/2009 a été augmenté de 4.367 K€ du fait du calcul de l'impôt s'appliquant au traitement des charges sociales sur la provision IFC (voir note 18).

Répartition des impôts différés par grandes catégories

| | 30/06/2010 | | 31/12/2009 | |
|------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| . Reports fiscaux déficitaires | 25 305 | | 26 246 | |
| . Différences temporaires sur | | | | |
| - PV/MV différées sur titres disponibles à la vente | 0 | 3 927 | 0 | 9 469 |
| - autres gains / pertes latents ou différés | 3 786 | 0 | 4 930 | 0 |
| - provisions | 30 387 | 83 | 31 620 | 1 446 |
| - réserve latente de location financement | 576 | 3 761 | 559 | 3 774 |
| - résultats des sociétés transparentes | | | | |
| - activité d'assurance | 108 | 7 413 | 34 | 7 791 |
| - autres décalages temporaires | 14 974 | 701 | 15 083 | 1 425 |
| . Compensation | -2 617 | -2 617 | -11 394 | -11 394 |
| Total des actifs et passifs d'impôts différés | 72 519 | 13 268 | 67 078 | 12 511 |

Note 11 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

11a. Comptes de régularisation et actifs divers

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Compte de régularisation actif | | | | |
| Valeurs reçues à l'encaissement | 6 341 | 24 674 | -18 333 | -74,30% |
| Comptes d'ajustement sur devises | 3 | 0 | 3 | n.s. |
| Produits à recevoir | 9 368 | 7 990 | 1 378 | 17,25% |
| Comptes de régularisation divers | 123 625 | 63 658 | 59 967 | 94,20% |
| Sous-total | 139 337 | 96 322 | 43 015 | 44,66% |
| Autres actifs | | | | |
| Débiteurs divers | 204 433 | 250 201 | -45 768 | -18,29% |
| Stocks et assimilés | 10 035 | 27 005 | -16 970 | -62,84% |
| Sous-total | 214 468 | 277 206 | -62 738 | -22,63% |
| Autres actifs d'assurance | | | | |
| Autres | 29 274 | 25 421 | 3 853 | 15,16% |
| Sous-total | 29 274 | 25 421 | 3 853 | 15,16% |
| Total | 383 079 | 398 949 | -15 870 | -3,98% |

11b. Comptes de régularisation et passifs divers

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| Compte de régularisation passif | | | | |
| Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement | 12 | 17 583 | -17 571 | -99,93% |
| Comptes d'ajustement sur devises | 90 | 73 | 17 | 23,29% |
| Charges à payer | 35 331 | 24 481 | 10 850 | 44,32% |
| Comptes de régularisation divers | 136 906 | 132 107 | 4 799 | 3,63% |
| Sous-total | 172 339 | 174 244 | -1 905 | -1,09% |
| Autres passifs | | | | |
| Comptes de règlement sur opérations sur titres | 143 451 | 140 787 | 2 664 | 1,89% |
| Versements restant à effectuer sur titres | 127 336 | 130 123 | -2 787 | -2,14% |
| Créditeurs divers | 210 556 | 236 070 | -25 514 | -10,81% |
| Sous-total | 481 343 | 506 980 | -25 637 | -5,06% |
| Autres passifs d'assurance | | | | |
| Autres | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Total | 653 682 | 681 224 | -27 542 | -4,04% |

Les "Versements restant à effectuer sur titres" concernent essentiellement les engagements de rachat donnés à des minoritaires de certaines filiales du groupe UFG – LFP.

Note 12 : Participations dans les entreprises mises en équivalence Quote-part dans le résultat des entreprises MEE

| | 30.06.2010 | | 31.12.2009 | |
|---------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | Valeur de MEE | QP de résultat | Valeur de MEE | QP de résultat |
| Euro Information | 67 224 | 3 332 | 63 282 | 8 203 |
| CM Habitat Gestion | 101 | -1 | 103 | -1 |
| Poujoulat Belgique | 483 | 0 | 482 | 4 |
| Sicorfé Maintenance | 828 | 81 | 748 | 166 |
| Banque Delubac | 2 167 | 0 | 2 167 | -2 836 |
| Pythagore | 2 172 | 367 | 1 806 | 0 |
| Sopreg | 2 812 | 210 | 2 624 | 165 |
| TOTAL | 75 787 | 3 989 | 71 212 | 5 701 |

Note 13 : Immeubles de placement

| | 31.12.2009 | Augmentation | Diminution | Autres variations | 30.06.2010 |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|---------------|
| Coût historique | 79 357 | 258 | -6 309 | -1 048 | 72 258 |
| Amortissement et dépréciation | -18 926 | -1 339 | 3 044 | 2 | -17 219 |
| Montant net | 60 431 | -1 081 | -3 265 | -1 046 | 55 039 |

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) est de 77.639 K€ au 30 juin 2010. Elle était de 83.582 K€ au 31 décembre 2009. Cette juste valeur est déterminée à dire d'expert.

Note 14 : Immobilisations corporelles et incorporelles

14a. Immobilisations corporelles

| | 31.12.2009 | Augmentation | Diminution | Autres variations | 30.06.2010 |
|--------------------------------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|-----------------|
| Coût historique | | | | | |
| Terrains d'exploitation | 18 086 | 68 | -14 | 1 048 | 19 188 |
| Constructions d'exploitation | 187 248 | 2 212 | -9 502 | 7 042 | 187 000 |
| Autres immobilisations corporelles | 156 636 | 4 601 | -981 | -6 491 | 153 765 |
| Total | 361 970 | 6 881 | -10 497 | 1 599 | 359 953 |
| Amortissement et dépréciation | | | | | |
| Terrains d'exploitation | -172 | -3 | 0 | 0 | -175 |
| Constructions d'exploitation | -101 399 | -4 273 | 4 977 | -4 263 | -104 958 |
| Autres immobilisations corporelles | -98 800 | -4 910 | 1 079 | 3 866 | -98 765 |
| Total | -200 371 | -9 186 | 6 056 | -397 | -203 898 |
| Montant net | 161 599 | -2 305 | -4 441 | 1 202 | 156 055 |

14b. Immobilisations incorporelles

| | 31.12.2009 | Acquisitions | Cessions | Autres variations | 30.06.2010 |
|---------------------------------------|----------------|---------------|-------------|-------------------|----------------|
| Coût historique | | | | | |
| . Immobilisations générées en interne | 9 444 | 129 | 0 | 0 | 9 573 |
| . Immobilisations acquises | 59 271 | 1 209 | -386 | -3 | 60 091 |
| - logiciels | 15 055 | 801 | -85 | 1 | 15 772 |
| - autres | 44 216 | 408 | -301 | -4 | 44 319 |
| Total | 68 715 | 1 338 | -386 | -3 | 69 664 |
| Amortissement et dépréciation | | | | | |
| . Immobilisations acquises | -29 825 | -2 470 | 92 | 0 | -32 203 |
| - logiciels | -19 596 | -1 311 | 85 | 0 | -20 822 |
| - autres | -10 229 | -1 159 | 7 | 0 | -11 381 |
| Total | -29 825 | -2 470 | 92 | 0 | -32 203 |
| Montant net | 38 890 | -1 132 | -294 | -3 | 37 461 |

Note 15 : Ecart d'acquisition

| | 31.12.2009 | Augmentation | Diminution | Autres variations | 30.06.2010 |
|--------------------------------|----------------|--------------|------------|-------------------|----------------|
| Ecart d'acquisition * | 213 660 | 734 | 0 | 0 | 214 394 |
| Dépréciations | -1 915 | 0 | 0 | 0 | -1 915 |
| Ecart d'acquisition net | 211 745 | 734 | 0 | 0 | 212 479 |

* dont 19.635 K€ correspondant au cumul des amortissements au 1/1/2005

Détail des écarts d'acquisition

| Filiales | Valeur de l'EA au 31.12.2009 | Augmentation | Diminution | Variation dépréciation | Valeur de l'EA au 30.06.2010 |
|----------------------------|---------------------------------|--------------|------------|---------------------------|---------------------------------|
| BKCP / BKCP Securities | 316 | | | | 316 |
| CMNE Belgium / BKCP | 2 027 | | | | 2 027 |
| CMNE Belgium / NEPB | 2 736 | | | | 2 736 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -821 | | | | -821 |
| Dépréciation | -1 915 | | | | -1 915 |
| CMNE / UFG IM | 8 061 | | | | 8 061 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -3 348 | | | | -3 348 |
| CMNE / La Pérennité | 18 025 | | | | 18 025 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -5 858 | | | | -5 858 |
| CMNE / SNP Sicorfé | 1 876 | | | | 1 876 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -380 | | | | -380 |
| CMNE / UFG | 937 | | | | 937 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -298 | | | | -298 |
| UFG REM / Eurogérance | 1 567 | | | | 1 567 |
| UFG REM / Franklin Gérance | 755 | | | | 755 |
| Groupe UFG / UFG REM | 7 371 | | | | 7 371 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -3 872 | | | | -3 872 |
| NEA / ACMN Vie | 5 640 | | | | 5 640 |
| NEPI / SCI Centre Gare | 1 358 | | | | 1 358 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -633 | | | | -633 |
| NEPI / UFG REM | 6 321 | | | | 6 321 |
| Amortissement au 1-1-2005 | -4 425 | | | | -4 425 |
| UFG PM / CLS | 11 624 | | | | 11 624 |
| UFG IM / UFG Sarasin | 2 099 | 734 | | | 2 833 |
| UFG PM / EXA | 3 183 | | | | 3 183 |
| Groupe UFG / Groupe LFP | 159 398 | | | | 159 398 |
| Autres | 1 | | | | 1 |
| TOTAL | 211 745 | 734 | 0 | 0 | 212 479 |

Note 16 : Dettes représentées par un titre

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-----------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Bons de caisse | 196 950 | 213 121 | -16 171 | -7,59% |
| TMI & TCN | 5 780 538 | 5 381 126 | 399 412 | 7,42% |
| Emprunts obligataires | 220 342 | 223 296 | -2 954 | -1,32% |
| Dettes rattachées | 66 524 | 77 578 | -11 054 | -14,25% |
| TOTAL | 6 264 354 | 5 895 121 | 369 233 | 6,26% |

Note 17 : Provisions techniques des contrats d'assurance

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Vie | 8 488 170 | 7 821 993 | 666 177 | 8,52% |
| Non vie | 144 842 | 138 393 | 6 449 | 4,66% |
| Unités de compte | 1 208 491 | 1 215 960 | -7 469 | -0,61% |
| Autres | 13 465 | 10 614 | 2 851 | 26,86% |
| TOTAL | 9 854 968 | 9 186 960 | 668 008 | 7,27% |

Note 18 : Provisions

| | 31.12.2009 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice (provision utilisée) | Reprises de l'exercice (provision non utilisée) | Autres variations | 30.06.2010 |
|-----------------------------------------|----------------|-------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|----------------|
| Provisions pour engagements de retraite | 39 106 | 2 553 | 0 | 0 | 0 | 41 659 |
| Provisions pour risques | 41 171 | 569 | -11 | -176 | 0 | 41 553 |
| Autres | 33 340 | 238 | -4 431 | -992 | -153 | 28 002 |
| Total | 113 617 | 3 360 | -4 442 | -1 168 | -153 | 111 214 |

Litige banque Delubac :

Un litige oppose la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe (CFCMNE) à un établissement bancaire, la banque Delubac, dont le CMNE est devenu associé commanditaire à hauteur d'un peu plus de 20% tandis que cette banque était elle-même actionnaire à hauteur de 24 % dans une Compagnie d'assurances majoritairement détenue par la CFCMNE.

Les statuts de l'établissement bancaire prévoient le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges entre associés, les arbitres statuant en amiable composition et en dernier ressort.

Des dissensions sont intervenues dans le passé entre les deux parties, dans le cadre de la mise en place d'une stratégie permettant au CMNE de commercialiser des produits d'assurances IARD en partenariat avec un autre Groupe de Crédit Mutuel ; ce litige a fait l'objet d'une sentence arbitrale mettant fin à la participation de l'établissement bancaire dans la filiale du CMNE qui a été exécutée en septembre 2000.

Depuis lors la CFCMNE s'est néanmoins trouvée engagée dans plusieurs procédures. Le dernier acte de ce parcours juridique est une sentence arbitrale assortie de l'exécution provisoire rendue le 2 décembre 2008 à l'encontre de la CFCMNE (sommes réclamées s'élevant à 191,5 M€ y compris intérêts au profit de l'établissement bancaire et de certains associés personnes physiques).

1/ Sur le fond,

Un recours en annulation, seul recours possible contre une telle sentence, a été déposé par la CFCMNE dès le 4 décembre 2008 ; il a pour objet d'obtenir l'annulation pure et simple de la sentence.

Il est fondé sur un certain nombre de moyens qui concernent notamment le délai de la procédure, les conditions de désignation des arbitres, la partialité et l'indépendance des arbitres, la compétence du Tribunal Arbitral, l'absence de motivation, l'irrégularité de la présentation des demandes, l'irrégularité de l'intervention des associés commandités.

Ces moyens ont été examinés par la Cour d'Appel de Paris qui, dans un arrêt du 19 novembre 2009, a annulé la sentence rendue le 2 décembre 2008. Elle a invité les parties, sauf volonté contraire de leur part, à conclure sur leurs demandes au fond dans la limite de la mission des arbitres pour l'audience du 4 mars 2010, date à laquelle aucune conclusion n'a été déposée. L'audience a été renvoyée au 25 mars 2010, date à laquelle la Banque Delubac et ses gérants commandités ont déclaré soumettre leurs demandes à la Cour. L'affaire a été renvoyée à l'audience de procédure du 7 octobre 2010.

La Banque Delubac et les trois associés concernés se sont également pourvus en Cassation.

Il y a donc deux procédures parallèles :

- la demande faite à la cour d'Appel de se prononcer sur le litige à la place du Tribunal arbitral,
- le pourvoi en Cassation, portant sur l'arrêt du 19 novembre.

L'audience à la Cour de Cassation s'est tenue le 22 juin 2010 ; l'arrêt doit être rendu le 22 septembre 2010.

Quant à la procédure en Cour d'Appel, l'audience de plaidoirie est prévue le 23 novembre 2010.

2/ Sur l'exécution provisoire,

Dans son ordonnance du 26 mars 2009, la Cour d'Appel a rejeté la demande en suspension d'exécution provisoire formulée par la CFCMNE et a refusé la consignation du montant des condamnations.

Le 2 avril 2009, la CFCMNE a déposé un recours en assignation, fondé sur :

- des inexactitudes factuelles qui entachent l'ordonnance du 26 mars 2009,
- une circonstance nouvelle liée à l'ouverture d'une information à la demande de la CFCMNE par le Parquet de Paris, pour escroquerie au jugement, aux termes d'un réquisitoire supplétif en date du 27 mars 2009.

Une seconde ordonnance a été rendue le 29 mai 2009, rejetant les demandes de la CFCMNE.

Le 8 juillet 2009, la CFCMNE a procédé au paiement de la somme de 191.5 M€aux bénéficiaires de la sentence.

Le 13 août 2009, un montant de 3.5 M€a été consigné à la Banque de France au titre d'intérêts supplémentaires à la suite d'une saisie pratiquée en vertu de la sentence du 2 décembre 2008.

La CFCMNE a obtenu par jugement du 11 février 2010 la mainlevée de la saisie des fonds bloqués à la Banque de France (3.5 M€) le 13 août 2009 qui lui ont ainsi été restitués.

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel du 19 novembre 2009, la CFCMNE a pratiqué des saisies attribution et des saisies conservatoires à l'encontre des bénéficiaires de la sentence annulée pour récupérer les sommes versées ; ces procédures restent en cours au 30 juin 2010.

Au 30 juin 2010, des créances individuelles restent ainsi inscrites à l'actif du bilan de la CFCMNE pour un montant total de 191,5 M€; du fait des procédures en cours, ces créances sont classées en créances douteuses (Établissements de Crédit et Débiteurs Divers pour les associés personnes physiques).

Compte tenu de l'évolution du dossier et des procédures en cours, la provision constituée au 31 décembre 2008 pour un montant de 39 M€ au titre du risque de contrepartie lié à l'exécution provisoire, est maintenue au 30 juin 2010.

3/ Nouvelle demande d'arbitrage,

Par lettre du 11 mai 2009, la partie adverse a notifié un nouveau recours d'arbitrage non chiffré, motifs pris de certains propos rapportés dans le journal interne du CMNE de janvier 2009 considérés calomnieux et diffamatoires. Le CMNE a nommé son arbitre dans les délais requis par les statuts. Le troisième arbitre n'a pu être désigné du fait de l'opposition de la demanderesse aux propositions qui lui étaient faites. En mars 2010, l'arbitre désigné par le CMNE nous a fait part qu'il était obligé de se désister. Le CMNE a aussitôt désigné un nouvel arbitre. Toutefois, s'appuyant sur une disposition des statuts, la Banque a assigné la CFCMNE pour l'audience du 7 mai 2010 du Président du Tribunal de Commerce d'AUBENAS afin d'obtenir la nomination par la voie judiciaire d'un nouvel arbitre aux lieux et place de celui proposé par le CMNE après désistement du premier.

Par ordonnance du 4 juin 2010 le président du Tribunal d'Aubenas a confirmé la désignation de l'arbitre désigné par le CMNE, et a nommé un troisième arbitre.

Provisions PEL / CEL

| | 0-4 ans | 4-10 ans | +10 ans | Total |
|---------------------------------------------------------------------|---------|----------|---------|---------|
| Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne | 177 587 | 383 787 | 416 176 | 977 550 |
| Montant des provisions sur PEL | 2 669 | 845 | 2 000 | 5 514 |
| Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne | | | | 215 079 |
| Montant des provisions sur CEL | | | | 4 197 |
| Dotations Provisions EL | | | | 80 |
| Reprises Provisions EL | | | | 494 |
| Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL | | | | 92 579 |
| Montant des provisions sur prêts PEL/CEL | | | | 2 614 |

Engagements de retraite et avantages similaires

| | 31.12.2009 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Autres variations | 30.06.2010 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------|------------------------|-------------------|---------------|
| Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite | | | | | |
| Indemnités de fin de carrière | 36 456 | 2 553 | 0 | 0 | 39 009 |
| Compléments de retraite | 1 422 | 0 | 0 | 0 | 1 422 |
| Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme) | 1 228 | 0 | 0 | 0 | 1 228 |
| Total | 39 106 | 2 553 | 0 | 0 | 41 659 |

Les provisions pour engagements de retraite ont été augmentées au 31/12/2009 de 12.684 K€ suite à la prise en compte des charges sociales qui impactent désormais le versement des indemnités de fin de carrière et résultant des dispositions de la loi de Finance de la Sécurité Sociale 2009, interdisant la mise à la retraite par l'employeur d'un salarié avant 65 ans. La prise en compte de ces changements réglementaires antérieurs a conduit à constater une correction d'erreur qui a été comptabilisée de manière rétrospective, conformément aux modalités prévues par la norme IAS 8 (paragraphe 42), affectant ainsi les données comparatives au 31 décembre 2009 (voir également notes 10b, 20a, 27 et 31).

Principales hypothèses actuarielles retenues

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 |
|-------------------------------------------|------------|------------|
| Taux d'actualisation | 3,60 | 4,10 |
| Taux d'augmentation annuelle des salaires | 1,86 | 1,96 |

Taux de calcul et d'évolution de la société mère (95,4 % des IFC)

Note 19 : Dettes subordonnées

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|------------------------------------------|----------------|----------------|-------------|---------------|
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 137 615 | 137 786 | -171 | -0,12% |
| Dettes rattachées | 1 017 | 1 313 | -296 | -22,54% |
| TOTAL | 138 632 | 139 099 | -467 | -0,34% |

Caractéristiques des principales dettes subordonnées

| Type | Date Emission | Montant Emission | Montant fin d'exercice | Taux | Echéance |
|------------------------------------------------------|---------------|------------------|------------------------|-----------------------|----------|
| Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée CFCMNE | 2004 | 150 000 | 150 000 | Euribor 6 mois + 0,86 | - |
| - détention groupe CMNE | | -16 256 | - 12 487 | | |
| Autres | | | 102 | | |
| Dettes rattachées | | | 1 017 | | |
| | | | 138 632 | | |

Note 20 : Capitaux propres

20a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|----------------------------------------------------------------|------------------|------------------|---------------|--------------|
| Capital et réserves liées au capital | 1 394 607 | 1 365 550 | 29 057 | 2,13% |
| - Capital | 1 391 857 | 1 362 800 | 29 057 | 2,13% |
| - Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion | 2 750 | 2 750 | 0 | 0,00% |
| Réserves consolidées | 462 913 | 415 605 | 47 308 | 11,38% |
| - Autres réserves (dont effets liés à la première application) | 585 942 | 560 339 | 25 603 | 4,57% |
| - Report à nouveau | -123 029 | -144 734 | 21 705 | -15,00% |
| Total | 1 857 520 | 1 781 155 | 76 365 | 4,29% |

Au 31/12/2009, le montant net d'impôt de la prise en compte des charges sociales sur la provision IFC (voir note 18) a été imputé en "autres réserves" pour - 8.199 K€ pour la part relative aux années antérieures à 2009.

20b. Gains ou pertes latents différés part du Groupe

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|-------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Gains ou pertes latents ou différés* liés aux : | | | | |
| - actifs disponibles à la vente | 81 947 | 65 855 | 16 092 | 24,44% |
| - dérivés de couverture (CFH) | -7 209 | -9 389 | 2 180 | -23,22% |
| Total | 74 738 | 56 466 | 18 272 | 32,36% |

* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

Note 21 : Engagements donnés et reçus

| Engagements donnés | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|--------------------------------------------------|------------|------------|-----------|---------|
| Engagements de financement | | | | |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit | 77 921 | 74 496 | 3 425 | 4,60% |
| Engagements en faveur de la clientèle | 825 991 | 731 855 | 94 136 | 12,86% |
| Engagements de garantie | | | | |
| Engagements d'ordre d'établissements de crédit | 34 957 | 39 066 | -4 109 | -10,52% |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 214 871 | 149 455 | 65 416 | 43,77% |
| Engagements sur titres | | | | |
| Autres engagements donnés | 2 013 | 1 928 | 85 | 4,41% |

| Engagements reçus | 30.06.2010 | 31.12.2009 | Variation | |
|----------------------------------------------|------------|------------|-----------|--------|
| Engagements de financement | | | | |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 249 262 | 187 758 | 61 504 | 32,76% |
| Engagements de garantie | | | | |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 2 123 063 | 2 044 091 | 78 972 | 3,86% |
| Engagements reçus de la clientèle | 6 891 678 | 5 605 403 | 1 286 275 | 22,95% |
| Engagements sur titres | | | | |
| Autres engagements reçus | 2 013 | 1 928 | 85 | 4,41% |

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 22 : Intérêts et produits / charges assimilés

| | 30.06.2010 | | 30.06.2009 | | 31.12.2009 | |
|----------------------------------------------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|-----------------|
| | Produits | Charges | Produits | Charges | Produits | Charges |
| . Etablissements de crédit & banques centrales | 35 616 | -13 091 | 65 351 | -17 891 | 106 160 | -31 239 |
| . Clientèle | 426 672 | -234 447 | 440 300 | -273 131 | 876 171 | -523 309 |
| - dont location financement et location simple | 166 836 | -145 632 | 170 249 | -144 692 | 340 563 | -292 307 |
| . Instruments dérivés de couverture | 10 820 | -44 519 | 18 580 | -32 990 | 32 809 | -80 948 |
| . Actifs financiers disponibles à la vente | 15 272 | | 25 118 | | 38 239 | |
| . Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 20 159 | | 8 093 | | 24 860 | |
| . Dettes représentées par un titre | | -82 556 | | -107 942 | | -195 873 |
| . Dettes subordonnées | | -2 423 | | -3 191 | | -5 488 |
| TOTAL | 508 539 | -377 036 | 557 442 | -435 145 | 1 078 239 | -836 857 |
| Dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE | 497 719 | -332 517 | 538 862 | -402 155 | 1 045 430 | -755 909 |
| Dont intérêts sur passifs au coût amorti | | -332 517 | | -402 155 | | -755 909 |

Note 23 : Commissions

| | 30.06.2010 | | 30.06.2009 | | 31.12.2009 | |
|---------------------------------------------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | Produits | Charges | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Etablissements de crédit | 1 134 | -169 | 1 237 | -67 | 2 462 | -166 |
| Clientèle | 24 083 | 0 | 24 100 | 0 | 48 296 | 0 |
| Titres | 8 439 | -4 | 6 822 | -12 | 12 760 | -149 |
| <i>dont activités gérées pour compte de tiers</i> | <i>2 880</i> | | <i>2 209</i> | | <i>2 868</i> | |
| Instruments dérivés | 2 | 0 | 3 | 0 | 5 | 0 |
| Change | 99 | 0 | 73 | 0 | 138 | 0 |
| Engagements de financement et de garantie | 63 | -25 | 74 | -271 | 143 | -380 |
| Prestations de services | 35 032 | -14 300 | 30 903 | -7 826 | 63 396 | -16 438 |
| TOTAL | 68 852 | -14 498 | 63 212 | -8 176 | 127 200 | -17 133 |

Note 24 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|---------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Instruments de transaction | -12 810 | -15 716 | 2 906 | -18,49% | 5 998 |
| Instruments à la juste valeur sur option | 1 439 | 11 079 | -9 640 | -87,01% | 40 042 |
| Inefficacité des couvertures | -1 146 | 6 758 | -7 904 | -116,96% | -642 |
| . Sur couverture de juste valeur (FVH) | -1 146 | 6 758 | -7 904 | -116,96% | -642 |
| . Variations de juste valeur des éléments couverts | 2 352 | 7 787 | -5 435 | -69,80% | 7 818 |
| . Variations de juste valeur des éléments de couverture | -3 498 | -1 029 | -2 469 | 239,94% | -8 460 |
| Résultat de change | 235 | 334 | -99 | -29,64% | 549 |
| Total des variations de juste valeur | -12 282 | 2 455 | -14 737 | -600,29% | 45 947 |
| <i>dont dérivés de transaction</i> | <i>-17 951</i> | <i>-23 700</i> | <i>5 749</i> | <i>-24,26%</i> | <i>-13 825</i> |

Note 25 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

| | 30.06.2010 | | | |
|--------------------------------------------------------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|
| | Dividendes | PV/MV réalisées | Dépréciation | Total |
| . Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe | | 539 | 0 | 539 |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 913 | 1 737 | 0 | 2 650 |
| . Titres immobilisés | 4 407 | 276 | -52 | 4 631 |
| . Autres | 0 | -604 | 0 | -604 |
| Total | 5 320 | 1 948 | -52 | 7 216 |

| | 30.06.2009 | | | |
|--------------------------------------------------------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|
| | Dividendes | PV/MV réalisées | Dépréciation | Total |
| . Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe | | -279 | 0 | -279 |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 1 069 | 587 | 9 | 1 665 |
| . Titres immobilisés | 1 956 | 111 | -111 | 1 956 |
| . Autres | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 3 025 | 419 | -102 | 3 342 |

| | 31.12.2009 | | | |
|--------------------------------------------------------------|--------------|-----------------|--------------|---------------|
| | Dividendes | PV/MV réalisées | Dépréciation | Total |
| . Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe | | 13 241 | 0 | 13 241 |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 3 927 | -1 823 | 2 186 | 4 290 |
| . Titres immobilisés | 3 199 | 5 | 451 | 3 655 |
| . Autres | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 7 126 | 11 423 | 2 637 | 21 186 |

Note 26 : Produits et charges des autres activités

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|---------------|-------------------|
| Produits des autres activités | | | | | |
| . Contrats d'assurance : | 1 170 535 | 1 049 961 | 120 574 | 11,48% | 2 241 537 |
| - primes acquises | 1 000 976 | 861 178 | 139 798 | 16,23% | 1 746 285 |
| - produits nets des placements | 168 179 | 187 631 | -19 452 | -10,37% | 492 719 |
| - produits techniques et non techniques | 1 380 | 1 152 | 228 | 19,79% | 2 533 |
| . Immeubles de placement : | 0 | 657 | -657 | -100,00% | 0 |
| - plus values de cession | 0 | 657 | -657 | -100,00% | 0 |
| . Charges refacturées | 2 956 | 6 717 | -3 761 | -55,99% | 5 966 |
| . Autres produits | 132 543 | 76 950 | 55 593 | 72,25% | 209 676 |
| Sous-total | 1 306 034 | 1 134 285 | 171 749 | 15,14% | 2 457 179 |
| Charges des autres activités | | | | | |
| . Contrats d'assurance : | -1 110 158 | -995 951 | -114 207 | 11,47% | -2 103 854 |
| - charges de prestations | -422 311 | -418 894 | -3 417 | 0,82% | -769 100 |
| - variation des provisions | -675 190 | -556 144 | -119 046 | 21,41% | -1 292 013 |
| - charges techniques et non techniques | -12 657 | -20 913 | 8 256 | -39,48% | -42 741 |
| . Immeubles de placement : | -1 342 | -555 | -787 | 141,80% | -2 305 |
| - dotations aux provisions/amortissements (selon traitement re | -1 342 | -555 | -787 | 141,80% | -2 249 |
| - moins values de cession | 0 | 0 | 0 | n.s. | -56 |
| . Autres charges | -50 094 | -18 720 | -31 374 | 167,60% | -48 976 |
| Sous-total | -1 161 594 | -1 015 226 | -146 368 | 14,42% | -2 155 135 |
| Total net des autres produits et charges | 144 440 | 119 059 | 25 381 | 21,32% | 302 044 |

Note 27 : Frais généraux

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|----------------------|-----------------|-----------------|---------------|--------------|-----------------|
| Charges de personnel | -169 286 | -151 258 | -18 028 | 11,92% | -317 986 |
| Autres charges | -99 189 | -110 481 | 11 292 | -10,22% | -216 319 |
| TOTAL | -268 475 | -261 739 | -6 736 | 2,57% | -534 305 |

Le montant des charges de personnel au 31/12/2009 a été augmenté de 180 K€ suite à la prise en compte des charges sociales calculées sur la provision des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2009 (voir note 18) pour la part représentant la variation de l'année 2009.

27a. Charges de personnel

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|---------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|----------------|---------------|-----------------|
| Salaires et traitements | -100 279 | -92 768 | -7 511 | 8,10% | -192 785 |
| Charges sociales | -51 106 | -44 081 | -7 025 | 15,94% | -91 751 |
| Intéressement et participation des salariés | -8 516 | -6 025 | -2 491 | 41,34% | -15 485 |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | -9 385 | -8 384 | -1 001 | 11,94% | -18 016 |
| Autres | 0 | 0 | 0 | n.s. | 51 |
| TOTAL | -169 286 | -151 258 | -18 028 | 11,92% | -317 986 |

Effectifs moyens

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|--------------------------|--------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| Techniciens de la banque | 2 752 | 2 882 | -130 | -4,51% | 2 849 |
| Cadres | 1 465 | 1 375 | 90 | 6,55% | 1 377 |
| Total | 4 217 | 4 257 | -40 | -0,94% | 4 226 |

27b. Autres charges d'exploitation

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|---------------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|
| Impôts et taxes | -6 785 | -7 941 | 1 156 | -14,56% | -16 379 |
| Services extérieurs | -68 978 | -88 429 | 19 451 | -22,00% | -155 110 |
| Autres charges diverses (transports, déplacements, ...) | -11 731 | -2 042 | -9 689 | 474,49% | -20 410 |
| Total | -87 494 | -98 412 | 10 918 | -11,09% | -191 899 |

27c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|---------------------------------|----------------|----------------|------------|---------------|----------------|
| Amortissements : | -11 695 | -12 008 | 313 | -2,61% | -24 103 |
| - immobilisations corporelles | -9 234 | -9 316 | 82 | -0,88% | -18 824 |
| - immobilisations incorporelles | -2 461 | -2 692 | 231 | -8,58% | -5 279 |
| Dépréciations : | 0 | -61 | 61 | -100,00% | -317 |
| - immobilisations corporelles | -3 | -61 | 58 | -95,08% | -8 |
| - immobilisations incorporelles | 3 | 0 | 3 | n.s. | -309 |
| Total | -11 695 | -12 069 | 374 | -3,10% | -24 420 |

Note 28 : Coût du risque

| 30.06.2010 | Dotations | Reprises | Créances irrecouvrables couvertes | Créances irrecouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL |
|--------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Etablissements de crédit | 0 | 0 | 0 | -179 | 0 | -179 |
| Clientèle | -32 982 | 18 782 | -3 244 | -340 | 853 | -16 931 |
| . Location financement | -1 901 | 595 | -220 | -6 | 226 | -1 306 |
| . Autres - clientèle | -31 081 | 18 187 | -3 024 | -334 | 627 | -15 625 |
| Sous total | -32 982 | 18 782 | -3 244 | -519 | 853 | -17 110 |
| HTM - DJM | -266 | 1 000 | 0 | 0 | 0 | 734 |
| AFS - DALV | 0 | 1 906 | 0 | 0 | 0 | 1 906 |
| Autres | -658 | 1 294 | 0 | 0 | 0 | 636 |
| Total | -33 906 | 22 982 | -3 244 | -519 | 853 | -13 834 |

| 30.06.2009 | Dotations | Reprises | Créances irrecouvrables couvertes | Créances irrecouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL |
|--------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Etablissements de crédit | 0 | 0 | 0 | -500 | 0 | -500 |
| Clientèle | -29 922 | 17 485 | -4 665 | -354 | 470 | -16 986 |
| . Location financement | -977 | 1 130 | -958 | 0 | 6 | -799 |
| . Autres - clientèle | -28 945 | 16 355 | -3 707 | -354 | 464 | -16 187 |
| Sous total | -29 922 | 17 485 | -4 665 | -854 | 470 | -17 486 |
| HTM - DJM | -2 004 | 0 | 0 | 0 | 0 | -2 004 |
| AFS - DALV | -265 | 5 | 0 | 0 | 0 | -260 |
| Autres | -263 | 708 | 0 | -1 | 0 | 444 |
| Total | -32 454 | 18 198 | -4 665 | -855 | 470 | -19 306 |

| 31.12.2009 | Dotations | Reprises | Créances irrecouvrables couvertes | Créances irrecouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL |
|--------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Etablissements de crédit | -30 | 0 | 0 | -931 | 152 | -809 |
| Clientèle | -48 620 | 31 172 | -9 367 | -924 | 1 186 | -26 553 |
| . Location financement | -2 136 | 1 226 | -1 290 | -24 | 241 | -1 983 |
| . Autres - clientèle | -46 484 | 29 946 | -8 077 | -900 | 945 | -24 570 |
| Sous total | -48 650 | 31 172 | -9 367 | -1 855 | 1 338 | -27 362 |
| HTM - DJM | -2 117 | 0 | 0 | 0 | 0 | -2 117 |
| AFS - DALV | -387 | 5 | 0 | 0 | 0 | -382 |
| Autres | -2 265 | 1 320 | 0 | -1 | 0 | -946 |
| Total | -53 419 | 32 497 | -9 367 | -1 856 | 1 338 | -30 807 |

Note 29 : Gains ou pertes sur autres actifs

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|----------------------------------------------|-------------|-------------|-----------|----------------|---------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles | -110 | -123 | 13 | -10,57% | -1 392 |
| . MV de cession | -243 | -265 | 22 | -8,30% | -1 911 |
| . PV de cession | 133 | 142 | -9 | -6,34% | 519 |
| TOTAL | -110 | -123 | 13 | -10,57% | -1 392 |

Note 30 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

Néant

Note 31 : Impôt sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

| | 30.06.2010 | 30.06.2009 | Variation | | 31.12.2009 |
|-----------------------------------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| Charge d'impôt exigible | -21 233 | -9 153 | -12 080 | 131,98% | -43 347 |
| Charge d'impôt différé | 5 017 | 3 194 | 1 823 | 57,08% | -19 644 |
| Ajustements au titre des exercices antérieurs | 0 | 42 | -42 | -100,00% | 66 |
| TOTAL | -16 216 | -5 917 | -10 299 | 174,06% | -62 925 |

Le montant de la charge d'impôt différé au 31/12/2009 est inférieur de 62 K€ à celui présenté dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2009 du fait de l'impôt s'appliquant aux charges sociales calculées sur la provision des indemnités de fin de carrière générée au cours de l'exercice 2009 (voir notes 18 et 27).

3. NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

Note 32 : Recyclage des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

| | Mouvements de la période 2010 | Mouvements de la période 2009 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | | |
| Reclassement vers le résultat | - 3 626 | 5 228 |
| Autres mouvements | 18 960 | 20 973 |
| Sous-total | 15 334 | 26 201 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | |
| Reclassement vers le résultat | - | - |
| Autres mouvements | 2 180 | - 50 |
| Sous-total | 2 180 | - 50 |
| Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE | 926 | 3 276 |
| Total | 18 440 | 29 427 |

Note 33 : Impôt relatif à chaque composante des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

| | 30.06.2010 | | | 31.12.2009 | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| | Brut | Impôt | Net | Brut | Impôt | Net |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 14 504 | 830 | 15 334 | 35 430 | - 9 229 | 26 201 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | 3 325 | - 1 145 | 2 180 | 76 | 26 | - 50 |
| Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE | 926 | - | 926 | 3 276 | - | 3 276 |
| Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 18 755 | - 315 | 18 440 | 38 630 | - 9 203 | 29 427 |

V INFORMATIONS SECTORIELLES

● Information sectorielle par activité

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belgique
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses

Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

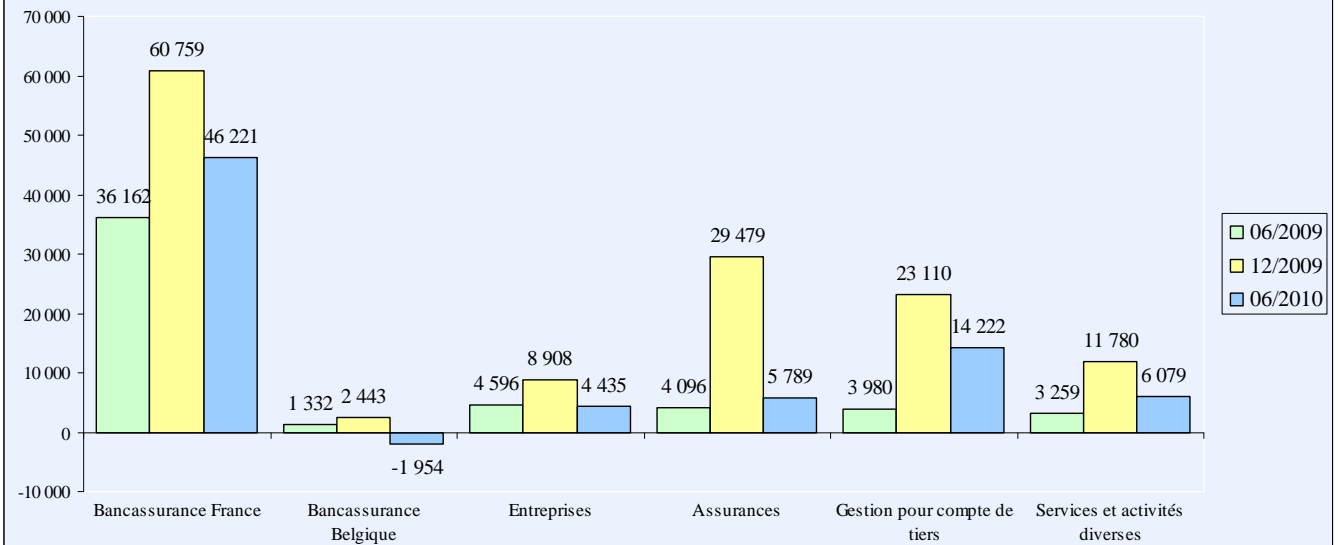
| Société | Activité | 2009 | | | 2010 | | |
|-----------------------------------------|--------------------------|-----------|------------|----------|-----------|------------|----------|
| | | % Intérêt | % Contrôle | Méthode | % Intérêt | % Contrôle | Méthode |
| <i>Bancassurance France</i> | | | | | | | |
| <i>Crédit Mutuel Nord Europe</i> | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | Sté mère | 100,00 | 100,00 | Sté mère |
| Cumul SCI | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Banque Delubac | Etablissement de crédit | 20,98 | 20,98 | ME | 20,98 | 20,98 | ME |
| FCP Richebé Gestion (ex Haussmann) | Fonds dédié | 99,53 | 99,73 | IG | 99,81 | 100,00 | IG |
| FCP Nord Europe Gestion | Fonds dédié | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| FCP Richebé 2011 | Fonds dédié | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| FCP Richebé Recovery | Fonds dédié | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| GIE CMN GESTION | Groupement de moyens | 100,00 | 100,00 | IG | 0,00 | 0,00 | IG |
| GIE CMN Prestations | Groupement de moyens | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| SA Immobilière du CMN | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| <i>Bancassurance Belgique</i> | | | | | | | |
| <i>CMNE Belgium</i> | Opérations financières | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Alverzele | Courtage assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| BKCP SCRL | Etablissement de crédit | 95,41 | 95,41 | IG | 95,48 | 95,48 | IG |
| BKCP Securities | Gestion de patrimoine | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CNCP - NKBK Pool | Société de moyens | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CPSA | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| GEIE BKCP IT | Informatique et services | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Immo W16 | Gestion immobilière | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Mobilease | Leasing mobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| NEGE SA | Gestion de patrimoine | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Nord Europe Private Bank | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Oostvlaamse Invest Company | Immobilier | 95,37 | 99,96 | IG | 95,44 | 99,96 | IG |
| SCPI | Opérations financières | 53,65 | 56,22 | IG | 53,78 | 56,32 | IG |

| Société | Activité | 2009 | | | 2010 | | |
|---------------------------------------------|---------------------------------------|-----------|------------|---------|-----------|------------|---------|
| | | % Intérêt | % Contrôle | Méthode | % Intérêt | % Contrôle | Méthode |
| Entreprises | | | | | | | |
| BCMNE | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Bail Actéa | Crédit bail mobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Bail Immo Nord | Crédit bail immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Batiroc Normandie | Crédit bail immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| GIE BCMNE Gestion | Groupement de moyens | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Normandie Partenariat | Capital Développement | 99,63 | 99,65 | IG | 99,63 | 99,65 | IG |
| SDR Normandie | Opérations financières | 99,79 | 99,79 | IG | 99,79 | 99,79 | IG |
| Assurances | | | | | | | |
| Nord Europe Assurances | Gestion collective assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| ACMN IARD | Assurance | 51,00 | 51,00 | IG | 51,00 | 51,00 | IG |
| ACMN Vie | Assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CP - BK Reinsurance | Ré assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Courtage CMNE | Courtage assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Nord Europe Life Luxembourg | Assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Nord Europe Retraite | Gestion PERP | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Pérennité Entreprises | Courtage assurance | 90,00 | 90,00 | IG | 90,00 | 90,00 | IG |
| Vie Services | Services informatiques et de gestion | 77,50 | 77,50 | IG | 77,50 | 77,50 | IG |
| Gestion pour compte de tiers | | | | | | | |
| UFG-LFP (ex Gr. UFG ex NEAM) | Gestion collective | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CMH Gestion | Gestion collective | 21,11 | 24,47 | ME | 21,11 | 24,47 | ME |
| Franklin Gérance | Gestion collective | 86,24 | 100,00 | IG | 86,24 | 100,00 | IG |
| GIE UFG (ex UFG Services) | Groupement de moyens | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| GIE UFG Trésorerie | Répartition de produits de trésorerie | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| LFPGP | Gestion d'actifs | 99,98 | 99,98 | IG | 99,97 | 99,98 | IG |
| Pythagore | Gestion d'actifs | 43,04 | 43,04 | ME | 43,00 | 43,00 | ME |
| UFG-LFP France (ex UFG ex UFG Part) | Immobilier | 88,28 | 88,28 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| UFG Courtages | Courtage | 88,28 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| UFG ICC | Recouvrement de créances | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| LFP (ex UFG IM ex Multifonds) | Gestion collective | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| UFG PM (ex Sogindo) | Gestion immobilière | 86,24 | 100,00 | IG | 86,24 | 100,00 | IG |
| UFG Private Equity (ex NEPE) | Gestion collective | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| UFG Real Estate Managers (ex UFG Immobilie) | Gestion collective | 86,24 | 86,24 | IG | 86,24 | 86,24 | IG |
| LFP-Sarasin AM (ex UFG Sarasin) | Gestion d'actifs | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| UFG Transactions | Immobilier | 88,28 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Services et activités diverses | | | | | | | |
| Actéa Environnement | Gestion immobilière | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CMN Environnement | Gestion immobilière | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CMN Tél | Services | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Euro Information SAS | Informatique | 10,15 | 10,15 | ME | 10,15 | 10,15 | ME |
| Financière Nord Europe | Gestion collective | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Fininmad | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| NEPI | Opérations financières | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Poujoulat Belgique | Petite industrie | 34,53 | 34,53 | ME | 34,53 | 34,53 | ME |
| SCI Centre Gare | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Sicorfé Maintenance | Services | 31,38 | 34,00 | ME | 34,00 | 34,00 | ME |
| Sicorfé SNP | Informatique | 92,29 | 92,29 | IG | 92,29 | 92,29 | IG |
| Sofimmo 3 | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Sofimpar | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Sopreg SA | Opérations financières | 49,66 | 49,66 | ME | 49,66 | 49,66 | ME |
| Transactimmo | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |

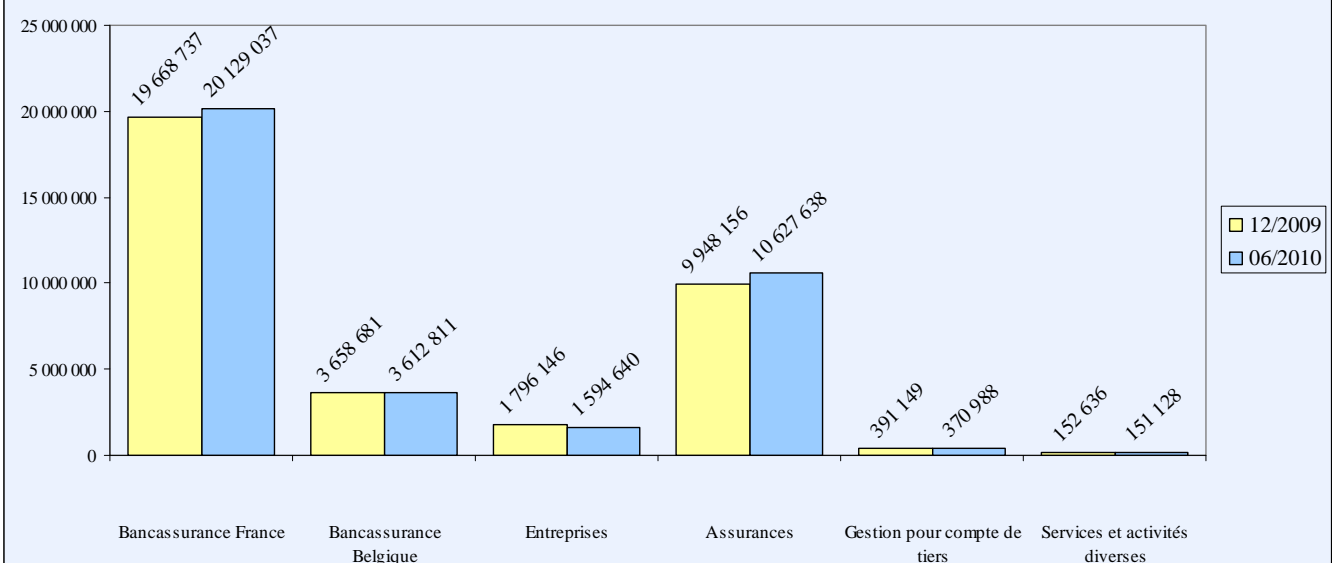
Résumé des contributions par pôles

| | PNB 06/2009 | PNB 12/2009 | PNB 06/2010 | RBE 06/2009 | RBE 12/2009 | RBE 06/2010 | Résultat consolidé 06/2009 | Résultat consolidé 12/2009 | Résultat consolidé 06/2010 | Total bilan consolidé 06/2009 | Total bilan consolidé 12/2009 | Total bilan consolidé 06/2010 |
|--------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Bancassurance France | 198 297 | 393 964 | 201 725 | 51 744 | 118 329 | 60 656 | 36 162 | 60 759 | 46 221 | 18 803 795 | 19 668 737 | 20 129 037 |
| Bancassurance Belgique | 40 669 | 72 983 | 31 272 | 4 698 | 297 | 122 | 1 332 | 2 443 | -1 954 | 3 457 833 | 3 658 681 | 3 612 811 |
| Entreprises | 20 447 | 39 496 | 19 511 | 8 853 | 17 655 | 9 092 | 4 596 | 8 908 | 4 435 | 1 774 065 | 1 796 146 | 1 594 640 |
| Assurances | 38 756 | 112 203 | 39 384 | 9 666 | 50 616 | 10 242 | 4 096 | 29 479 | 5 789 | 9 176 497 | 9 948 156 | 10 627 638 |
| Gestion pour compte de tiers | 48 515 | 138 667 | 74 093 | 7 824 | 37 797 | 19 853 | 3 980 | 23 110 | 14 222 | 144 307 | 391 149 | 370 988 |
| Services et activités diverses | 4 169 | 10 577 | 4 368 | 1 042 | 5 984 | 2 222 | 3 259 | 11 780 | 6 079 | 145 305 | 152 636 | 151 128 |
| Eliminations entre pôles | -48 664 | -47 264 | -45 122 | -43 377 | -44 357 | -45 431 | -43 312 | -43 911 | -44 675 | -4 061 985 | -4 510 622 | -4 714 960 |
| Total | 302 189 | 720 626 | 325 231 | 40 450 | 186 321 | 56 756 | 10 113 | 92 567 | 30 117 | 29 439 817 | 31 104 883 | 31 771 281 |

Contribution résultat (avant éliminations interpôles)



Contribution total bilan (avant éliminations interpôles)



Synthèse bilan et résultat par pôles

| ACTIF | 31/12/2009 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|--------------------------------------------------|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | | 664 864 | - | - | 7 036 981 | - | - | (420) | 7 701 425 |
| Instruments dérivés de couverture | | 17 677 | 355 | - | - | - | - | (16 948) | 1 084 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | | 2 221 008 | 149 189 | 15 122 | 2 749 124 | 82 215 | 17 960 | (1 116 127) | 4 118 491 |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | | 5 087 997 | 1 769 824 | 108 161 | 20 349 | 7 046 | 914 | (3 096 310) | 3 897 981 |
| Prêts et créances sur la clientèle | | 9 434 550 | 1 519 890 | 1 653 980 | 36 088 | - | 232 | (218 538) | 12 426 202 |
| Ecart de réévaluation des PTF couverts en taux | | 87 851 | - | - | - | - | - | - | 87 851 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | | 1 712 481 | 103 299 | - | - | - | - | (76 220) | 1 739 560 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | | 334 366 | 25 210 | 15 664 | 89 302 | 86 360 | 34 836 | 2 674 | 588 412 |
| Participations dans les entreprises MEE | | 8 778 | - | - | - | 1 908 | 67 136 | (6 610) | 71 212 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | | 99 165 | 88 571 | 3 219 | 10 672 | 31 494 | 30 834 | (3 035) | 260 920 |
| Ecart d'acquisition | | - | 2 343 | - | 5 640 | 182 126 | 724 | 20 912 | 211 745 |
| TOTAL | | 19 668 737 | 3 658 681 | 1 796 146 | 9 948 156 | 391 149 | 152 636 | (4 510 622) | 31 104 883 |

| ACTIF | 30/06/2010 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|--------------------------------------------------|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | | 683 266 | - | - | 7 192 383 | - | - | - | 7 875 649 |
| Instruments dérivés de couverture | | 35 185 | 377 | - | - | - | - | (23 863) | 11 699 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | | 2 281 709 | 132 878 | 15 051 | 3 268 533 | 83 565 | 35 552 | (1 141 631) | 4 675 657 |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | | 5 371 595 | 1 785 413 | 80 847 | 27 583 | 6 822 | 900 | (3 288 768) | 3 984 392 |
| Prêts et créances sur la clientèle | | 9 451 178 | 1 489 100 | 1 482 907 | 45 873 | - | 22 | (200 278) | 12 268 802 |
| Ecart de réévaluation des PTF couverts en taux | | 106 847 | - | - | - | - | - | - | 106 847 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | | 1 740 903 | 90 322 | - | - | - | - | (76 000) | 1 755 225 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | | 351 257 | 32 968 | 12 689 | 77 878 | 64 757 | 12 226 | 4 414 | 556 189 |
| Participations dans les entreprises MEE | | 8 877 | - | - | - | 2 273 | 71 348 | (6 711) | 75 787 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | | 98 219 | 79 410 | 3 146 | 9 748 | 30 711 | 30 356 | (3 035) | 248 555 |
| Ecart d'acquisition | | - | 2 343 | - | 5 640 | 182 860 | 724 | 20 912 | 212 479 |
| TOTAL | | 20 129 036 | 3 612 811 | 1 594 640 | 10 627 638 | 370 988 | 151 128 | (4 714 960) | 31 771 281 |

| PASSIF | 31/12/2009 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|---------------------------------------------------|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-------------------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | | 48 451 | 666 | - | - | - | 1 006 | - | 50 123 |
| Instruments dérivés de couverture | | 138 798 | 13 477 | - | - | - | - | (13 691) | 138 584 |
| Dettes envers les établissements de crédit | | 2 770 353 | 367 985 | 1 175 813 | 25 606 | 56 806 | 16 603 | (3 177 142) | 1 236 024 |
| Dettes envers la clientèle | | 8 576 045 | 2 733 470 | 355 978 | 52 175 | - | 372 | (66 541) | 11 651 499 |
| Dettes représentées par un titre | | 5 791 297 | 159 308 | - | - | - | - | (55 484) | 5 895 121 |
| Ecart de réévaluation des PTF couverts en taux | | 2 147 | - | - | - | - | - | - | 2 147 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | | 316 158 | 30 690 | 90 331 | 182 921 | 110 734 | 2 201 | (7 446) | 725 589 |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | | - | - | - | 9 190 944 | - | - | (3 984) | 9 186 960 |
| Provisions | | 57 179 | 13 445 | 2 091 | 3 795 | 1 620 | 133 | 35 354 | 113 617 |
| Dettes subordonnées | | 150 664 | 77 598 | - | 122 464 | - | - | (211 627) | 139 099 |
| Intérêts minoritaires | | 1 040 | 17 834 | 38 | 17 657 | 6 244 | 140 | (7 021) | 35 932 |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe) | | 1 755 846 | 241 765 | 162 988 | 323 115 | 192 635 | 120 401 | (959 129) | 1 837 621 |
| Résultat de l'exercice (part du groupe) | | 60 759 | 2 443 | 8 907 | 29 479 | 23 110 | 11 780 | (43 911) | 92 567 |
| TOTAL | | 19 668 737 | 3 658 681 | 1 796 146 | 9 948 156 | 391 149 | 152 636 | (4 510 622) | 31 104 883 |

| PASSIF | 30/06/2010 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|---------------------------------------------------|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-------------------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | | 48 921 | 646 | - | - | - | - | - | 49 567 |
| Instruments dérivés de couverture | | 177 557 | 16 131 | - | - | - | - | (16 131) | 177 557 |
| Dettes envers les établissements de crédit | | 2 732 659 | 542 983 | 1 174 778 | 15 391 | 57 551 | 11 740 | (3 343 882) | 1 191 220 |
| Dettes envers la clientèle | | 8 606 012 | 2 518 984 | 158 134 | 64 807 | - | 31 | (76 163) | 11 271 805 |
| Dettes représentées par un titre | | 6 166 073 | 160 471 | - | - | - | - | (62 190) | 6 264 354 |
| Ecart de réévaluation des PTF couverts en taux | | 1 789 | - | - | - | - | - | - | 1 789 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | | 317 838 | 26 625 | 92 303 | 186 028 | 98 909 | 1 659 | (8 627) | 714 735 |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | | - | - | - | 9 859 071 | - | - | (4 103) | 9 854 968 |
| Provisions | | 57 148 | 9 111 | 1 784 | 3 556 | 1 604 | 133 | 37 878 | 111 214 |
| Dettes subordonnées | | 150 596 | 77 477 | - | 122 046 | - | - | (211 487) | 138 632 |
| Intérêts minoritaires | | 436 | 17 566 | 39 | 17 102 | 4 900 | 139 | (7 117) | 33 065 |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe) | | 1 823 786 | 244 771 | 163 167 | 353 848 | 193 802 | 131 347 | (978 463) | 1 932 258 |
| Résultat de l'exercice (part du groupe) | | 46 221 | (1 954) | 4 435 | 5 789 | 14 222 | 6 079 | (44 675) | 30 117 |
| TOTAL | | 20 129 036 | 3 612 811 | 1 594 640 | 10 627 638 | 370 988 | 151 128 | (4 714 960) | 31 771 281 |

| COMPTE DE RESULTAT | 30/06/2009 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|-----------------------------------------------|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-----------|
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 198 297 | 40 669 | 20 447 | 38 756 | 48 515 | 4 169 | (48 664) | 302 189 |
| Frais généraux | | (146 553) | (35 971) | (11 594) | (29 090) | (40 691) | (3 127) | 5 287 | (261 739) |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 51 744 | 4 698 | 8 853 | 9 666 | 7 824 | 1 042 | (43 377) | 40 450 |
| Coût du risque | | (13 205) | (4 082) | (2 151) | - | 242 | - | (110) | (19 306) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 38 539 | 616 | 6 702 | 9 666 | 8 066 | 1 042 | (43 487) | 21 144 |
| Quote-part de résultat des entreprises MEE | | (2 836) | - | - | - | (2) | 2 527 | - | (311) |
| Gains ou pertes sur autres actifs | | (24) | (119) | 11 | - | 9 | - | - | (123) |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 35 679 | 497 | 6 713 | 9 666 | 8 073 | 3 569 | (43 487) | 20 710 |
| Impôts sur les bénéfices | | 3 126 | 782 | (2 116) | (4 045) | (3 535) | (304) | 175 | (5 917) |
| Gains & pertes nets d'impôts / act abandon | | (2 618) | - | - | - | - | - | - | (2 618) |
| RESULTAT NET TOTAL | | 36 187 | 1 279 | 4 597 | 5 621 | 4 538 | 3 265 | (43 312) | 12 175 |
| Intérêts minoritaires | | 25 | (53) | 1 | 1 525 | 558 | 6 | - | 2 062 |
| RESULTAT NET (part du groupe) | | 36 162 | 1 332 | 4 596 | 4 096 | 3 980 | 3 259 | (43 312) | 10 113 |

| COMPTE DE RESULTAT | 30/06/2010 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|-----------------------------------------------|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-----------|
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 201 725 | 31 272 | 19 511 | 39 384 | 74 093 | 4 368 | (45 122) | 325 231 |
| Frais généraux | | (141 069) | (31 150) | (10 419) | (29 142) | (54 240) | (2 146) | (309) | (268 475) |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 60 656 | 122 | 9 092 | 10 242 | 19 853 | 2 222 | (45 431) | 56 756 |
| Coût du risque | | (9 701) | (2 707) | (2 371) | - | 15 | 1 049 | (119) | (13 834) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 50 955 | (2 585) | 6 721 | 10 242 | 19 868 | 3 271 | (45 550) | 42 922 |
| Quote-part de résultat des entreprises MEE | | 117 | - | - | - | 365 | 3 623 | (116) | 3 989 |
| Gains ou pertes sur autres actifs | | (236) | 122 | (2) | - | 6 | - | - | (110) |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 50 836 | (2 463) | 6 719 | 10 242 | 20 239 | 6 894 | (45 666) | 46 801 |
| Impôts sur les bénéfices | | (4 609) | 418 | (2 282) | (3 992) | (5 865) | (760) | 874 | (16 216) |
| Gains & pertes nets d'impôts / act abandon | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT NET TOTAL | | 46 227 | (2 045) | 4 437 | 6 250 | 14 374 | 6 134 | (44 792) | 30 585 |
| Intérêts minoritaires | | 6 | (91) | 2 | 461 | 152 | 55 | (117) | 468 |
| RESULTAT NET (part du groupe) | | 46 221 | (1 954) | 4 435 | 5 789 | 14 222 | 6 079 | (44 675) | 30 117 |

VI AUTRES INFORMATIONS

• Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées du fait de la date de survenance sont les suivantes :

❖ IAS 32 : Instruments financiers - présentation ; Application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011 ; L'amendement porte sur le classement des émissions de droits. Non concerné.

• Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 30 juin 2010. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus values ou les moins values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 30 juin.

| | 30.06.2010 | | | 31.12.2009 | | |
|------------------------------------------------|------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|-----------------|-------------------------------|
| | valeur de marché | valeur au bilan | Plus ou moins values latentes | valeur de marché | valeur au bilan | Plus ou moins values latentes |
| Actifs | | | | | | |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 3 390 836 | 3 775 548 | -384 712 | 3 075 785 | 3 562 782 | -486 997 |
| Prêts et créances à la clientèle (*) | 12 712 800 | 12 268 802 | 443 998 | 12 317 807 | 12 426 202 | -108 395 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 1 782 788 | 1 755 225 | 27 563 | 1 758 120 | 1 739 560 | 18 560 |
| Passifs | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 240 351 | 1 263 310 | 22 959 | 1 216 431 | 1 236 024 | 19 593 |
| Dettes envers la clientèle | 10 728 700 | 11 271 805 | 543 105 | 10 869 693 | 11 651 499 | 781 806 |
| Dettes représentées par un titre | 6 330 833 | 6 264 354 | -66 479 | 5 996 373 | 5 895 121 | -101 252 |
| Dettes subordonnées | 138 630 | 138 632 | 2 | 139 099 | 139 099 | 0 |

Parties liées

| | 30.06.2010 | 31.12.2009 |
|------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| | Entités consolidées par integration globale | Entités consolidées par integration globale |
| Actifs | | |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 630 989 | 672 757 |
| <i>dont comptes ordinaires</i> | 28 798 | 33 116 |
| Actifs à la juste valeur par résultat | 83 496 | 83 134 |
| Actifs disponibles à la vente | 247 364 | 309 744 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | 145 244 | 165 155 |
| Passifs | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 378 193 | 378 639 |
| <i>dont comptes ordinaires</i> | 38 879 | 39 465 |
| Dettes représentées par un titre | 1 007 946 | 1 325 181 |

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu entre le 30 juin 2010 et la date de communication des comptes consolidés semestriels condensés.